

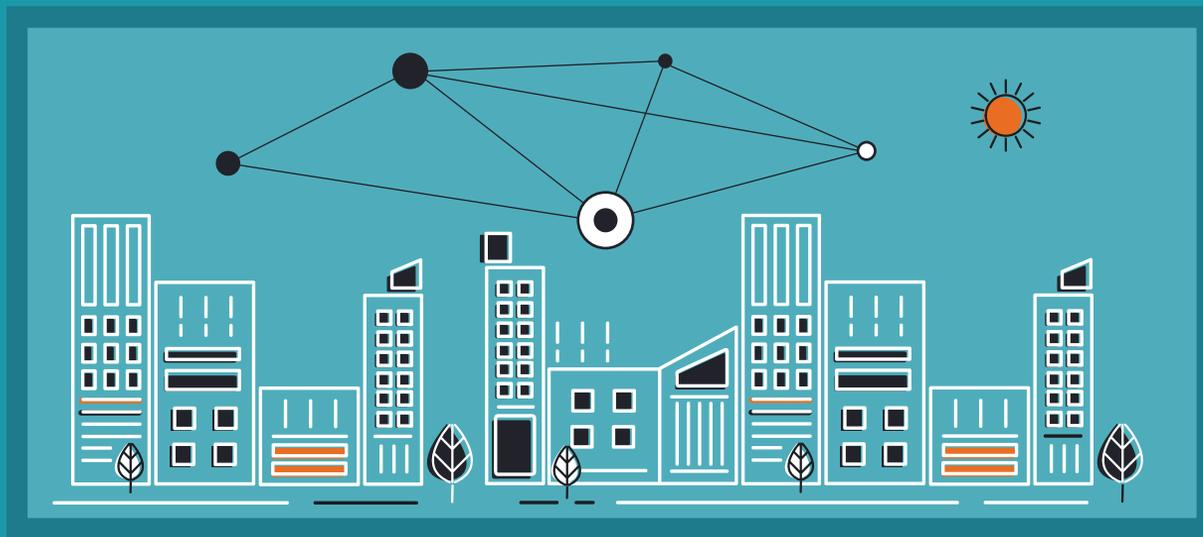


Fédération  
des acteurs de  
la solidarité

HAUTS-DE-FRANCE

# 2021

## RAPPORT D'ACTIVITÉ



[www.federationsolidarite.org](http://www.federationsolidarite.org)





# SOMMAIRE

## PAGE

### 4 **RAPPORT MORAL & PERSPECTIVES**

#### **VIE FÉDÉRALE**

- 13 Bureau CA
- 14 Organigramme
- 15 Représentations
- 16 Adhérents
- 17 **Les Moments Forts** : Crise des métiers de l'humain
- 18 **Les Moments Forts** : FAS à la mer

#### **THÉMATIQUES**

- 19 Veille sociale
- 23 Hébergement logement
- 32 IAE/RSA
- 38 Santé
- 41 Participation
- 44 Jeunes
- 45 Migrants
- 47 Formation



# RAPPORT MORAL

Hugues DENIELE, Président

Nous avons vécu une année compliquée où la sortie de la crise de la COVID, porteuse d'espoirs et marqueur de solidarités et de mobilisation, s'est télescopée avec les dures réalités d'un environnement modifié en profondeur, et avec la non prise en compte des revendications légitimes de notre secteur.

Nous avons été ballotés au gré des événements, confrontés à des décisions des pouvoirs publics fluctuantes en fonction de l'avancée de la pandémie et inquiets face à l'évolution inexorable de la pauvreté.

**La crise sanitaire a malgré tout, développé des solidarités innovantes, rapproché des acteurs distanciés autour d'initiatives originales et mutualisé des ressources humaines et financières autour de projets de territoire.**

Dans ce contexte anxiogène notre Fédération régionale a dû faire preuve de ténacité, d'agilité, de sérénité et de créativité. Elle a incité le monde associatif à revoir certains fondamentaux, à revisiter les modèles économiques, à travailler de ma-

nière plus transversale face aux nouveaux enjeux et à nouer des partenariats externes pour consolider sa légitimité et élargir le champ des possibles.

Elle a permis de simplifier nos relations avec nos financeurs et nous a contraint à gagner en efficacité dans nos animations et nos communications.

**Mais en parallèle la pandémie a amplifié le fossé dans la distribution des richesses et les écarts entre les catégories sociales.** La crise économique n'a pas épargné les plus fragiles malgré les aides apportées. Elle a accru le niveau de la précarité et fait émerger de nouveaux publics.

**Nous avons les invisibles, on nous a rajouté les « oubliés » :** mot pudique qui recouvre les réalités difficiles des métiers de proximité et de l'humain et qui rejoindront la précarité au moindre accident de la vie.

La crise sanitaire a changé le rapport à l'autre avec une montée de l'individualisme par le télétravail et par le renforcement de l'égoïsme par la défense des acquis et le refus de comprendre les inégalités. Elle a également renforcé l'isolement pour les personnes en rupture avec le numérique.

Dans ce contexte anxiogène notre fédération régionale a dû faire preuve de ténacité, d'agilité, de sérénité et de créativité.

**Ténacité** pour faire aboutir nos demandes légitimes au niveau des pouvoirs publics et des financeurs,

**Agilité** pour nous adapter constamment aux réalités du terrain,

**Sérénité** pour accompagner nos publics malgré des conditions d'exercice difficiles,

**Créativité** pour trouver des solutions originales en sortant de l'entre soi et développer des partenariats innovants (notamment avec des fondations).

Cela se traduit au final par des motifs d'espoir et des convictions fortes mais beaucoup de fatigue et de lassitude au niveau des équipes du fait de l'incompréhension de la non prise en compte des revendications légitimes.

L'exécutif a partiellement appréhendé la valeur ajoutée apportée par nos structures et notre contribution à la cohésion sociale et à l'image des publics que nous accompagnons, il nous a oubliés à toutes les étapes du Ségur.

Ainsi, en plus de notre mobilisation permanente en faveur de nos publics, nous nous sommes battus pour faire reconnaître les écarts de statuts. Notre mobilisation en inter-réseau depuis septembre dans le cadre du Collectif « **Crise**

**des métiers de l'humain en danger** » a été forte et démonstrative et même si des avancées sont constatées, les problèmes de fond demeurent.

Face à un monde associatif en pleine mutation, où les modèles économiques doivent être revisités sous peine de disparitions significatives d'associations, la FAS Hauts-de-France, grâce à une gouvernance engagée et compétente, et grâce à une équipe de salariés professionnelle et proactive, a répondu à ses missions classiques et s'est engagée dans des voies nouvelles lorsque les financeurs nous ont sollicités. **Nous avons su décliner le verbe « oser » et contribuer au rayonnement de la Fédération régionale dans la lignée du national dans la défense des grandes causes.**

Quelques éléments clés sur notre fonctionnement interne et nos activités prioritaires :

#### **au niveau RH :**

le retour d' Olivia NOEL de congés maternité et le recrutement de deux chargées de missions, Mélanie MARTHE au poste de chargée de missions Santé-participation qui a pris la suite de Charles MOTTE, et de Charlène PETOT au poste de chargée de missions «publics» (bénéficiaires du RSA, jeunes et migrants) et formation.

#### **au niveau des outils de travail :**

**la certification QUALIOPi** obtenue grâce à un investissement fort de l'équipe permet la poursuite de la dispense des formations finançables par les OPCO et la réponse aux demandes spécifiques de nos adhérents, en complémentarité de la panoplie des offres existants déployées par d'autres partenaires.

**l'évolution de nos canaux de communication** dans un souci de donner la bonne information au moment opportun et sous la forme la plus concise (la newsletter « FAS à l'actu », largement diffusée à la fois pour alimenter nos adhérents d'informations pertinentes et à la fois pour y associer nos partenaires, des communications complémentaires métier à destination des présidents et directeurs, des communications FLASH, et le « FAS à », une communication nouveau format proposé aux adhérents où pendant 1 heure, on traite en visio un sujet spécifique).

**la vie fédérale** : la contribution à une plateforme de propositions destinées aux candidats à l'élection présidentielle et à la réalisation de thématiques pour le congrès national de Rennes.

Au niveau institutionnel, l'année 2021 voit le transfert d'une partie des missions relatives à la politique de veille sociale, d'accueil et d'hébergement des personnes sans abri et mal logées de la DGCS à la DIHAL et la mise en œuvre de la réforme des services de l'Etat avec la création des DREETS et des DDETS qui regroupent les volets travail et cohésion sociale alors que les aspects jeunesse relèvent désormais de l'éducation nationale.

**Autour des sujets thématiques :**

### VEILLE SOCIALE

La question de l'observation reste un sujet majeur : alors qu'il devrait être l'expression des besoins auxquels nous devons collectivement répondre et pour lesquels les pouvoirs publics devraient consacrer les moyens nécessaires pour assumer leurs compétences, l'outil majeur qu'est le SI-SIAO dans notre secteur d'activité ne permet toujours pas d'exploiter des données

fiabilisées. Cette vision parcellaire, voire erronée, combinée aux évolutions permanentes de notre secteur et à des effectifs insuffisants, ne rendent la tâche aisée et conduisent à du pilotage à vue.

Cependant, nous avons continué inlassablement, à faire avancer les choses en faisant des propositions lors de la journée nationale pour construire le SIAO de demain, en participant à la refonte du système d'informations, en menant une étude sur le sans-abrisme, en développant l'accompagnement des personnes à la rue par l'usage du numérique, en permettant au département du Nord de se doter d'un nouvel outil pour répondre aux appels 115.

### HÉBERGEMENT-LOGEMENT

Un nombre de places hébergement significatif a été ouvert lors de la crise sanitaire et des périodes hivernales. Cette mobilisation hors du commun a montré que «c'était possible». Certes certaines de ces places, localisées dans des bâtiments en inactivité du fait du COVID, ont dû fermer lorsque ces lieux ont retrouvé leur activité initiale. Malgré tout, un nombre important de places a pu rester ouvertes et l'Etat a annoncé la fin de la gestion au thermomètre. Il a assuré sa volonté de s'engager dans une démarche de programmation pluriannuelle de l'offre d'hébergement et de logements mais nous avons à l'esprit que la trajectoire du nombre de places d'hébergement doit être décroissante d'ici 2024... De même, l'Etat affirme s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité de l'accompagnement et de l'hébergement, articulée autour d'une loi de programmation « de la rue au logement », mais la convergence tarifaire est toujours d'actualité et les moyens d'accompagnement proportionnellement disponibles pour une personne continuent de s'amenuiser.

Face à ces messages contradictoires, la FAS Hauts-de-France a capitalisé sur les remontées de ses adhérents pour alimenter les échanges avec les pouvoirs publics. Cela s'est traduit par une contribution remarquée sur l'élaboration d'une offre d'hébergement adaptée et adaptable sur le Département du Nord, par une réflexion sur le juste prix de l'hébergement d'urgence, par l'accompagnement des associations dans leur démarche de contractualisation et par la contribution aux réflexions de réécriture des PDALHPD.

Enfin, pour garder en ligne de mire l'objectif qui est de rendre un service toujours meilleur aux publics accompagnés, nous avons proposé des outils d'appropriation de la mise en œuvre de la protection des données personnelles, entrepris une démarche de réflexion sur l'évolution des publics, favorisé le lien entre le secteur AHI et celui de l'IAE, poursuivi les temps de rencontre avec les associations et les bailleurs, et accompagné la montée en compétences des équipes de terrain notamment sur les questions du logement d'abord et du DALO.

### ACCÈS À L'EMPLOI

Les deux années de crise sanitaire ont fortement fragilisé le marché de l'emploi. Si l'objectif des réformes en cours est d'améliorer l'accès à l'emploi et de limiter l'impact dramatique des ruptures de ressources, il ne faut pas perdre de vue la plus-value apportée par les territoires en termes de réactivité et de créativité.

Nous avons contribué à la mise en œuvre des SPIE, nous avons continué de suivre les politiques d'insertion à destination des allocataires du RSA en mettant l'accent sur la coordination des acteurs, en rappelant l'importance d'un accompagnement social global, et en renforçant l'esprit d'ouverture vers le monde de l'entreprise dans une relation gagnant/gagnant.

Dans cette optique, le déploiement progressif et prometteur du programme SEVE, permet aux SIAE qui suivent le programme d'améliorer de manière significative leur taux de retour à l'emploi et leur positionnement auprès des entreprises de leur territoire.

En complément, nous avons accompagné les personnes dans leurs problématiques sociales et nous avons sensibilisé les SIAE sur les questions d'addiction.



## SANTÉ

La santé est un levier d'insertion. Dans un contexte sanitaire tendu, la Fédération a maintenu ses actions de prévention, ces actions proposées aux adhérents et qui sont démonstratrices de notre volonté permanente de réduire les inégalités de santé.

Les réseaux précarité santé mentale que nous coordonnions conjointement avec l'EPSM de Lille Métropole dans 16 territoires du Nord et du Pas-de-Calais, n'existent plus malgré leur pertinence et une évaluation prouvant leur utilité pour les professionnels. Les problématiques de santé mentale se sont révélées criantes durant la période de pandémie alors que les conseils territoriaux et les conseils locaux de santé morale se déploient progressivement.

Sur l'impulsion de l'ARS souhaitant privilégier l'investissement des acteurs de terrain dans ces nouvelles instances, il appartient à nos adhérents de porter haut et fort la préoccupation en situation de précarité dans ces nouveaux lieux d'échanges.

## PUBLICS

La convention de Genève a fêté ses 70 ans. Cela a été l'occasion de mettre en avant les associations accompagnant les personnes en parcours d'exil lors de la journée mondiale des réfugiés. La question du droit des étrangers reste prégnante et afin de répondre aux besoins des professionnels nous avons proposé de nouveau la formation « fondamentaux du droit des étrangers ».

Les jeunes, du fait de la pandémie, ont vu leurs difficultés d'accès à l'emploi et au logement s'intensifier. Nous avons réalisé un recueil de piste de travail autour de l'accès au logement des jeunes sortant de l'ASE mais ne savons pas si ces pistes ont été reprises et mises en application dans le cadre de la déclinaison des politiques publiques. Nous mettons beaucoup d'espoirs dans la formulation du contrat engagement jeunes, et bien entendu encore plus sur son volet « jeunes en rupture ».

## PARTICIPATION

La citation de Nelson Mandela « tout ce qui est fait pour moi sans moi est fait contre moi » est toujours d'actualité pour l'accompagnement de nos publics. C'est dans cet état d'esprit que la Fédération continue sa mission de soutien au CRPA Hauts-de-France.

La COVID a mis à mal les démarches de participation et pour relancer la machine les élus du CRPA soutenu par la FAS ont fait un CRPA Tour sur l'ensemble du territoire. Cette démarche s'est traduite par de nombreux points positifs : 2 plénières sur l'accompagnement au sein du logement, 145 participants aux 10 ans du CRPA et l'émergence de 5 nouveaux délégués.

Au vu de toutes actions, chacun peut retrouver toute la quintessence de la FAS dans l'élaboration et le suivi de l'accompagnement de nos publics et sa volonté permanente de faire bouger les lignes en faveur des plus démunis.

## PERSPECTIVES

L'année en cours se décline en décalage par rapport aux deux années atypiques liées à la crise sanitaire avec le retour progressif à une vie normale, avec une croissance économique solide créatrice d'emplois, avec la mise en place d'aides publiques ciblées sur les secteurs économiques en difficulté et sur les strates de population en rupture (chômage partiel, aides d'urgence, coups de pouce au pouvoir d'achat des plus exposés à une inflation galopante).

Cette année s'inscrit aussi dans la dynamique de solidarités et d'initiatives nouvelles développées pendant la crise sanitaire, dans l'esprit de relations plus étroites, constructives, avec les différents exécutifs et la volonté partagée de faire vivre des espaces de dialogue et de compétences au niveau des territoires.

Cet aperçu positif ne doit pas nous faire perdre de vue les constats suivants :

- une modification en profondeur de notre société avec **une France à 2 vitesses** et avec une part grandissante des exclus et des précaires,
- **un niveau de pauvreté inédit** (16% de notre population), un poids des oubliés : ensemble hétérogène des métiers du lien et des soins de la vie quotidienne représentant 40 % de la population active et gagnant moins de 1 500 euros bruts et pouvant à tout moment par un accident de la vie tomber dans la précarité,
- **le contraste entre les signes de générosité lors d'événements tragiques** touchant à l'émotion collective et le silence assourdissant de l'opinion face aux manifestations de la pauvreté
- la part minime consacrée à nos secteurs d'activité dans les

propositions des programmes des candidats à l'élection présidentielle,

- **la hiérarchie dans les mesures d'accueil des publics de migrants sur notre territoire** et leur accompagnement en déphasage avec les principes de base de l'inconditionnalité de l'accueil
- **une situation globale du logement inquiétante** tant au niveau du nombre de personnes sans domicile fixe (nombre doublé en 15 ans), et des 4 millions de personnes mal-logées qu'au niveau de l'accroissement des dépenses de logement au niveau des budgets des ménages aux plus faibles revenus et de la pénurie de logements sociaux (les mises en chantier pour 2022 prévues à 50% du niveau souhaité et souhaitable des constructions à réaliser).

Forte de sa légitimité, de son professionnalisme et de sa capacité à travailler en transversal à partir de l'idée partagée de parcours pour nos publics notre fédération régionale doit poursuivre son combat en faveur de sa grande cause : la pauvreté.

**Le niveau historique des personnes en situation de pauvreté, son enracinement profond au niveau des territoires et sa traduction au quotidien** (carence de logements dignes, accès compliqué aux soins, difficultés d'ouverture à l'éducation, à la formation et à l'emploi).

**Les mesures de l'exécutif lors de la crise sanitaire ont permis d'atténuer les effets négatifs mais des publics nouveaux fréquentent nos établissements** (travailleurs invisibles du lien et du soin, étudiants, petits commerçants et artisans, personnes âgées) et **des droits humains ne sont plus garantis** (accès à une alimentation décente et aux services publics du fait de l'impact néfaste de la dématérialisation).

Face à ces défis majeurs nous devons :

- ① **être un contributeur écouté, pertinent avec des indicateurs fiables et non sujets à interprétation**, et avec la prise en compte des facteurs qualitatifs et territoriaux pour avoir des réponses plus ciblées et casser les a priori d'analyse
- ② **être un acteur moteur auprès des pouvoirs publics** par les initiatives de nos adhérents et la capacité de les fédérer et de les essayer pour co-construire des dispositifs innovants et pérennes
- ③ **jouer le rôle d'ensemblier, à l'image de notre vision transverse et décloisonnée**, en s'ouvrant vers de nouveaux partenariats pour capter des compétences complémentaires et des ressources financières hybrides
- ④ **être un instigateur et facilitateur** dans la formation et des équipes sur le terrain dans la recherche de nouveaux talents et dans la sensibilisation aux métiers du travail social au niveau du secteur éducatif.

Parallèlement à nos missions régaliennes nous devons poursuivre notre mobilisation dans l'inter réseau régional pour les revalorisations salariales de notre secteur et l'attractivité des

métiers du social.

Au-delà des revendications sectorielles se posent,

- ① **À court terme** la non prise en compte de l'écart de traitement (salaires et primes) pour l'exercice de même métier d'où des problèmes de gestion sociale chez nos adhérents et la reconnaissance à sa juste valeur de notre secteur oublié à toutes les étapes de la crise sanitaire (masques, garde d'enfant, primes).
- ② **À moyen terme** un problème de société : les démissions de personnel pour des métiers plus lucratifs, la surcharge des missions demandée aux travailleurs sociaux de par la carence d'effectifs, le désaveu d'étudiants au niveau de certaines filières de formation des métiers du social et la baisse des entrées au niveau des organismes de formation sont autant d'indicateurs négatifs mettant à mal notre projet de société construit autour de la solidarité et de l'ouverture aux plus démunis.

Notre projet fédéral régional (2022-2027) arrive à point nommé pour impulser nos actions au quotidien et nous mobiliser pour construire un avenir solidaire.

Sur le plan opérationnel quelques mots sur nos chantiers prioritaires,

### VEILLE SOCIALE

Le Service Public « de la Rue au Logement » devrait prendre forme et induire une nouvelle réforme des SIAO à la fois dans leurs missions mais aussi dans leurs gouvernances. La FAS continuera à accompagner ses adhérents dans cette nouvelle mouture mais aussi à porter auprès des services de l'Etat des messages forts : la nécessité d'aboutir veille sociale partagée et sécurisée importance de renforcer l'accès aux droits et de conforter la valeur ajoutée des démarches d'aller-vers. L'accès au numéro d'urgence social «115 «doit être assuré coûte que coûte, nous continuerons de notre côté à accompagner la mise en place d'une solution de téléphonie pertinente et pérenne pour les départements de la région qui le demanderont.

## HÉBERGEMENT - LOGEMENT

Les défis à relever seront encore nombreux. Il nous faudra démontrer à quelles conditions l'offre d'hébergement peut et doit évoluer au bénéfice des publics en n'étant pas dans la seule logique d'une rationalisation des coûts. Les réformes de la tarification et la trajectoire « hébergement » ne doivent pas perdre de vue que **la solidarité doit être considérée comme un investissement et non pas un coût à court terme qu'il convient absolument de minorer.**

Notre secteur peut évoluer en fonction des contraintes et des critères d'évaluation, mais à la condition que les changements soient au bénéfice des publics, qu'ils permettent aux bénéficiaires d'avoir le droit à un accompagnement de qualité et à un logement décent, et ce de manière inconditionnelle. Cela sera le fil rouge de notre réflexion, dans le cadre du CHRS hors les murs, de la stratégie du logement d'abord, de la poursuite des démarches de contractualisation, de la mise en œuvre de la réforme de l'évaluation.

La production de logements à loyer accessibles doit être un enjeu incontournable sous peine de bombe sociale à moyen terme, comme le soulignait récemment un expert du secteur social, et de voir nos actions à court terme être sans effet.

## ACCÈS À L'EMPLOI

Au travers de l'inter-réseau IAE Haut de France, dont notre fédération est un membre actif et moteur, nous accompagnerons les évolutions de la gouvernance de l'IAE en région.

Identifiée comme référent sur les sujets sociaux, la Fédération mènera une étude sur les besoins d'accompagnement des salariés en insertion, identifiés par les professionnels de l'IAE, continuera à favoriser les liens entre l'IAE et les secteurs de la veille sociale de l'hébergement, du logement accompagné, participera au renforcement des compétences de l'IAE sur les questions de santé. La fédération continuera également à déployer le programme SEVE Emploi et à soutenir l'essaimage des dispositifs spécifiques permettant de répondre à des besoins d'accompagnement sociaux plus forts comme Convergence, Premières heures en chantier ou encore TAPAJ pour les jeunes.

Ce n'est qu'en sécurisant les parcours de vie des personnes que leurs parcours d'insertion professionnelle débouchent sur un emploi durable. C'est aussi dans cet esprit que nous accompagnerons également la mise en œuvre du RSA sur les territoires.

## SANTÉ

2022 verra la poursuite de nos actions de prévention en défendant le principe d'une équité territoriale. Trop souvent les territoires sont priorités dans une logique d'approche budgétaire, perdant de vue que les personnes en situation de précarité doivent être elles-mêmes prioritaires quel que soit le territoire.

Nous nous appuierons sur nos partenaires santé pour continuer à proposer ces actions dont la plus récente, « L'hygiène, c'est la santé », qui permettra de retisser en local les liens avec les CPAM, de former les professionnels à l'approche de l'hygiène et de la santé avec nos publics, et de doter les structures de kits hygiène afin de les outiller pour mener des actions de prévention santé.

## PUBLICS

La crise Ukrainienne nous demande collectivement de revoir les positionnements d'accueil en France et mettra une fois de plus notre secteur en position de décliner la solidarité sous toutes ces facettes.

Cependant, il ne faudra pas oublier le droit à tous d'accéder à un hébergement et le fait que toutes les actions fortes et symboliques en faveur des familles ukrainiennes peuvent concerner tous ceux qui sont dans la même situation mais qui viennent d'autres horizons.

La concurrence entre les publics accueillis et la priorité dans les actions ne doivent pas exister lorsqu'il s'agit de permettre à un être humain de ne pas dormir dehors, de manger à sa fin et d'accéder aux soins élémentaires.

Pour le public des jeunes le «**CEJ jeunes en rupture**» doit nous permettre de proposer aux jeunes un accompagnement global intégrant notamment les aspects d'accès au logement.

## PARTICIPATION

La Fédération renouvellera son engagement fort auprès du CRPA et accompagnera de manière constructive la nouvelle dynamique, avec le souhait des élus de renforcer leur présence dans les instances liées à la déclinaison des politiques publiques et d'aborder notamment le sujet des discriminations.

Tous ces chantiers constituent une belle feuille de route, certes dense, mais porteuse de sens face à un environnement en mutation profonde, incertain voire inquiétant par moments.

Nous devons maintenir le cap avec détermination, faire preuve au quotidien, de lucidité et de fermeté, et nous mobiliser collectivement sur notre projet de construire un avenir solidaire.



## Bureau et Conseil d'Administration

### COLLÈGE BÉNÉVOLES

BAISE YVES	GRAAL	
CALONNE Dominique	L'île de la Solidarité	Secrétaire Adjoint
CHARONNAT Mireille	Fondation Abbé Pierre	Secrétaire
D'AMECOURT Thibault	APREMIS	
DENIELE Hugues	ALEFPA	Président
DUCAMP Christine	La Sauvegarde du Nord	
DUMOULIN Philippe	Temps de vie	Vice-Président
MORISSET Jean-Yves	SOLFA	
NICE Patrick	Accueil et Promotion	
VANCAUWELAERT Anne-Marie	APSA	

### COLLÈGE CADRES

CARPENTIER Bertrand	La Pose	Trésorier
DATHY Gaëlle	Accueil et Promotion	
DE CONINCK Vincent	ABEJ Solidarité	
GALLIANO Julien	APAP	Trésorier Adjoint
LECONTE Olivier	Home des Flandres	
MOREAU Fabrice	GRAAL	
ROUVIERE Frédéric	La Sauvegarde du Nord	
SPICHT Franck	AFEJI	
VERHERTBRUGGE David	ADARS	

### COLLÈGE DES INTERVENANTS SOCIAUX

CARPENTIER D2BORAH	APAP
LOISEAU Vincent	La Sauvegarde du Nord

### COLLÈGE DES PERSONNES ACCUEILLIES ET ACCOMPAGNÉES

NGE ANYASOLI Catherine	APREMIS
------------------------	---------

### CONSEIL DES TERRITOIRES

BELKALA Cathy	AAES	Vice-présidente Flandres Intérieure et maritime
CHOVAUX François	Blanzly Pourre	Vice-président Pas-de-Calais Littoral
DEMANZE Marc	APSA	Vice-président Pas-de-Calais Intérieur
DUMOULIN Jean-Christophe	ADARS	Vice-président Oise
LEROY Gwenaël	AGENA	Vice-présidente Somme
MORIVAL Vincent	Abej Solidarité	Vice-président arrondissement de Lille
RUDEWICZ Samuël	ARPE	Vice-président Hainaut-Cambrésis
SANCHEZ Bruno	Accueil et promotion	Vice-président Aisne



**ADMINISTRATEURS  
SUITE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
DU 17 JUIN 2021**



Fédération  
des acteurs de  
la solidarité

HAUTS-DE-FRANCE



199-201 rue Colbert  
Centre Vauban - Bâtiment Lille  
2ème étage  
59000 Lille

03 20 06 15 06

hautsdefrance@federationsolidarite.org

[www.federationsolidarite.org/hauts-de-france](http://www.federationsolidarite.org/hauts-de-france)



## DÉLÉGUÉE RÉGIONALE

**Tiffany THIROLLE**

06 84 03 04 45

tiffany.thirolle@federationsolidarite.org

SOMME ET ARRONDISSEMENT DE LILLE

## CHARGÉE DE MISSION

**Olivia NOEL**

06 16 96 73 79

olivia.noel@federationsolidarite.org

◆ Habitat ◆ Logement d'Abord

OISE

## CHEFFE DE PROJET

**Anne-Béatrice DELAITE**

06 75 20 51 96

anne-beatrice.delaite@federationsolidarite.org

◆ Accès à l'emploi ◆ Projets transversaux  
◆ Santé

HAINAUT-CAMBRÉSIS-AISNE

## CHARGÉE DE MISSION

**Charlène PETOT**

06 17 73 87 34

charlene.petot@federationsolidarite.org

◆ Publics ◆ Formation

## CHARGÉE DE MISSION

**Émilie GARBE**

07 50 59 05 96

emilie.garbe@federationsolidarite.org

◆ Seve

FLANDRES INTÉRIEURE ET MARITIME

## CHEFFE DE PROJET

**Delphine MORREEUW**

06 08 28 11 98

delphine.morreeuw@federationsolidarite.org

◆ SIAO ◆ Veille sociale ◆ Hébergement

PAS-DE-CALAIS INTÉRIEUR ET LITTORAL

## ASSISTANT ADMINISTRATIF

**Antoine DECOSTER**

03 20 06 15 06

antoine.decoster@federationsolidarite.org

## CHARGÉE DE MISSION

**Mélanie MARTHE**

06 43 56 99 48

melanie.marthe@federationsolidarite.org

◆ Santé ◆ Participation



## Les adhérents de la Fédération des acteurs de la solidarité des Hauts-de-France



## LES MOMENTS FORTS

### Crise des métiers de l'humain en danger : la mobilisation de la Fédération



Dès le mois d'avril 2021, la Fédération, alertée par ses adhérents a engagé une démarche de remontée d'informations et d'interpellation des pouvoirs publics concernant les difficultés de recrutement rencontré par le secteur de la lutte contre l'exclusion et le déficit d'attractivité de nos métiers.

Les mesures du Ségur de la Santé annoncées pour les professionnels de santé, notamment du secteur hospitalier sont venues, sans que notre réseau ne les remettent aucunement en cause, réinterroger sur la reconnaissance de notre secteur, qui a lui aussi été en première ligne durant toute la crise sanitaire.

Depuis mai 2021, la Fédération s'est engagée dans une démarche d'interpellation aux côtés des autres réseaux :

● **Mai 2021** : Envoi de courrier aux députés, sénateurs, Présidents des Départements, Préfet de région, Directeur Général de l'ARS... "Les enjeux d'une revalorisation du secteur de l'accompagnement des personnes en situation de précarité".

● **13 députés et/ou sénateurs** ont répondu à notre sollicitation

- 2 d'entre-eux ont été rencontrés
- 2 ont affiché leur soutien
- 1 a fait une intervention au Journal Officiel

● **Conférence de Presse** inter-réseau le 14 octobre 2021

● **Impression et affichage de bannières** sur les bâtiments des adhérents.

● **Courrier à l'attention des Présidents des Départements, du Directeur général de l'ARS, du Préfet de Région.**

● **Mobilisation "Crise des métiers de l'humain"** du 30 Novembre 2021

## ET DEMAIN ?

La Fédération souhaite maintenir son engagement, auprès des autres réseaux formant désormais en région le "Collectif des métiers de l'humain en danger" en amont de la Conférence Sociale annoncée par le 1er Ministre pour le 18 février 2022, et dans le cadre des groupes de travail qui en découleront.

## Les 24h de la Fédé

Pour construire la plateforme de propositions soumise aux candidats à l'élection Présidentielle, les administrateurs, représentants, et salariés de la Fédération se sont réunis lors d'un séminaire. Nous vous en parlons en rimes et en vers, en partageant un poème...



La Fédération des Acteurs de la Solidarité a tenu son séminaire  
L'animation a été un franc succès, Amélie et Nathalie peuvent être fières  
Car elles ont rempli leur mission,  
Faire émerger nos idées et nos revendications

Nous nous sommes retrouvés à Ambleteuse, non loin du fort  
Administrateurs, représentants, salariés, tous d'accord  
Pour travailler et mutualiser toutes nos idées  
Nos connaissances, nos individualités

L'ensemble s'est déroulé de manière très chaleureuse et conviviale  
Que ce soit pendant les temps de travail dans une ambiance cordiale  
Ou alors pendant les moments de pause et de détente  
Qui ont vu les participants échanger dans la bonne entente

On n'a pas refait le monde, on a essayé de l'améliorer  
On n'a pas fait la révolution, on s'est efforcé de proposer  
On n'a pas tout bouleversé, on a tenté de bâtir  
On n'a pas fantasmé, on a déterminé une ligne de conduite à tenir

Et surtout, on a appris à se connaître,  
Venus d'horizons divers dans ce décor champêtre  
Nous avons fait équipe, rassemblé les différences  
Pour nous enrichir et gagner en cohérence

Et c'est avec toute cette belle énergie  
Que nous sommes repartis, plein d'envies  
Un vrai groupe qui a su se fédérer  
Pour partager au National toutes ses idées



VINCENT MORIVAL

## De la rue au logement, construire le 115-SIAO de demain



### Un Manifeste

#### « Pour sortir de la rue »

À l'issue de la semaine, la Fédération a publié Un Manifeste « Pour sortir de la rue » qui appelle à un changement d'échelle dans la production de logements très sociaux et dans le renforcement des missions et moyens des 115-SIAO, plateformes d'orientation et d'accompagnement des personnes sans domicile fixe vers le logement stable, l'hébergement de qualité et l'insertion.

Une semaine pour élaborer ensemble des propositions pour lutter contre le sans abrisisme. **C'est le défi lancé par la Fédération avec l'organisation d'une mobilisation en ligne du 15 au 19 mars 2021.** Accueil inconditionnel dans l'hébergement, accès au logement, aux soins, à l'accompagnement social ou encore participation des personnes précaires ont structuré les débats et les propositions.



Les SIAO ont été créés il y a onze ans avec le secteur associatif et le soutien de la Fédération des acteurs de la solidarité afin d'améliorer la prise en charge des personnes sans domicile en simplifiant les démarches d'accès à l'hébergement et au logement, pour travailler les demandes avec équité, en garantissant la transparence sur les places disponibles et leur attribution, en participant à l'observation sociale ou encore en coordonnant des dispositifs de veille sociale. L'adoption d'une « approche globale » de la prise en charge des personnes sans-abri, déjà dans une logique de « faire au logement », doit entraîner une évolution du secteur et une réussite dans la lutte contre le sans-abrisme. Depuis cette date, des enjeux importants ont été observés, mais force est de constater que dans un contexte de pénurie de logements abordables et de places d'hébergement et malgré des efforts importants de crise à l'égard des personnes depuis la crise sanitaire en cours, la mission première des SIAO : savoir répondre aux demandes de messages qui appellent le 115, vient aujourd'hui pas pleinement remplie.

Fédération des acteurs de la solidarité

1. Service Hébergement et Orientation  
2. Ateliers 115/SIAO

## Un nouvel outil pour répondre au 115 dans le département du Nord

Le développement d'un Système de Gestion Opérationnelle (SGO) pour permettre un décroché 115 sur les différents territoires du Nord via une géolocalisation des appels... C'est le projet mené par la Fédération des acteurs de la solidarité Hauts-de-France, en accord et avec la collaboration des services de la DIHAL et de la DDETS du Nord, pour pallier les conséquences de l'évolution des télécoms et permettre de maintenir les décrochés 115 sur les 3 territoires du département.

### Notre mission :

coordonner les travaux, organiser le déploiement du SGO et la modification de l'acheminement du 115 vers le nouveau numéro de téléphone départemental, faire le lien avec le prestataire pour la mise en place du SGO et veiller à la formation des équipes opérationnelles à ce nouvel outil.



## Les adhérents continuent d'innover pour répondre aux besoins des publics

Zoom sur les lauréats régionaux (volet veille sociale) des différents appels à manifestation d'intérêt lancés dans le cadre de stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, du plan logement d'abord ou du plan France Relance

Mise en place de projets d'accompagnement de personnes en situation de grande marginalité dans le cadre d'un lieu de vie innovant à dimension collective

**4**  
projets régionaux retenus  
dont 3 portés par  
des associations adhérentes

- Nord : La Sauvegarde du Nord
- Oise : Samu Social
- Pas-de-Calais : Apsa
- Somme : Udaus

Création et développement de tiers-lieux destinés à favoriser l'accès à l'alimentation des ménages hébergés à l'hôtel

**3**  
projets régionaux retenus  
dont 2 portés par  
des associations adhérentes

- Nord : Midi Partage
- Oise : Adars
- Pas-de-Calais : FIAC



## SI SIAO Refonte du système d'information... 1 an après

Malgré les actions correctives et les ateliers mis en place par la DGCS, les difficultés rencontrées dans l'utilisation du logiciel SI SIAO persistent depuis le déploiement de la nouvelle version du SI-SIAO en septembre 2020. En janvier 2021, 60 SIAO de France ont interpellé la DIHAL, via la Fédération, sur les dysfonctionnements en pointant précisément le détail des anomalies, les problèmes persistants, les conséquences concrètes de ces anomalies et en proposant des pistes d'amélioration.

**En Hauts-de-France, tous les SIAO adhérents à la Fédération étaient signataires de l'interpellation et ont largement contribué à la remontée d'anomalies.**

Le suivi et la traduction des évolutions du système d'information tout au long de l'année ont nécessité une forte mobilisation de la Fédération en 2021 et nécessiteront encore beaucoup de soutien en 2022 mais **le système d'information est un outil déterminant pour permettre de faciliter la centralisation des demandes.** Il convient de finaliser le logiciel pour aboutir à un système d'information partagé, sécurisé, ergonomique et adapté à l'utilisation des acteurs.

## Les maraudes et SAMU sociaux de la région mobilisés pour l'étude nationale sur le sans-abrisme

Une dizaine de maraudes et samu sociaux de la région ont participé aux deux études nationales sur le sans-abrisme en 2021.

La première étude (janvier 2021) qui a pu mettre en exergue un non recours au 115 particulièrement important, qui s'accroît avec l'âge et le temps passé à la rue, mais aussi l'impact de la crise sanitaire à travers les nouvelles situations de rue avec 8% des ménages rencontrés nouvellement en situation de rue à cause de la crise sanitaire pour lesquels les difficultés s'accumulent plus largement, en comparaison à l'échantillon global.

La seconde étude (juin 2021) a permis de mieux comprendre les conséquences de la crise sanitaire sur les personnes à la rue, tout en actualisant les préconisations des Fédérations pour mieux répondre aux demandes.



## Développer l'accompagnement des personnes à la rue par l'usage du numérique :

### 2 associations de la région se lancent dans l'aventure



Avec le soutien de la Fondation AFNIC et en partenariat avec La MedNum, la Fédération des acteurs de la solidarité a souhaité déployer des maraudes d'inclusion numérique au sein de son réseau !

En 2021, grâce au projet Maraoud'IN, les équipes de rue du FIAC de Berck et la maraude de l'île de la Solidarité à Lille ont pu être équipées en outils numériques et formées à la médiation numérique pour favoriser l'accès aux droits des personnes sans-abri.

## Une communication ascendante, descendante et mutuelle à la Fédération

### Participation aux échanges nationaux :

Pour construire les propositions, interpellations et actions, pour définir et suivre la feuille de route de la Fédération sur chacune de ces thématiques, les instances fédérales s'appuient sur les groupes d'appui et les groupes de travail nationaux (GAN/GTN).

En 2021, suite à un appel à manifestation d'intérêt la Fédération nationale a renouvelé les membres des différents GAN, 4 représentants de la région (dont une salariée) sont mobilisés pour participer directement à la construction et la mise en œuvre de l'action de la Fédération sur la thématique Veille Sociale.

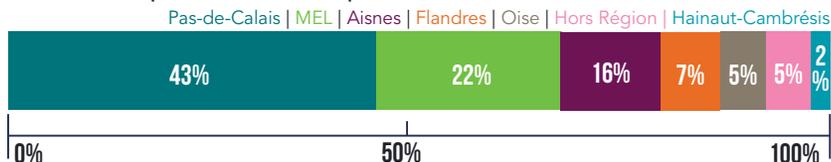
Plusieurs SIAO de la région sont également mobilisés sur les ateliers sur la refonte du SI-SIAO organisés par la DIHAL tout au long de l'année.

EN 2021



### L'ANIMATION RÉGIONALE - LA COMMISSION «SIAO »

3 REUNIONS | 44 PARTICIPANTS | 25 PERSONNES DIFFÉRENTES



RÉPARTITION PAR FONCTION



64%



36%

### ET DEMAIN ?

- Analyser et présenter le « Service Public de la Rue au logement »
- Accompagner les SIAO dans la mise en œuvre de la réforme de leurs missions, grand chantier pour 2022 (Instruction DIHAL attendue au premier trimestre)
- Suivre et vérifier les évolutions du SI-SIAO afin d'aboutir à une observation partagée et sécurisée
- Poursuivre l'accompagnement des 115 du Nord et du Pas-de-Calais sur la solution de téléphonie SGO/SVI

# HEBERGEMENT - LOGEMENT

## Incidences des politiques sociales en 2021

	JAN	<b>Officialisation</b> d'un nouveau service public « de la rue au logement » : un nouveau cadre d'actions pour aller plus loin dans le déploiement du Logement d'abord.
	FEV	<b>23 nouveaux territoires</b> pour la mise en œuvre accélérée du logement d'abord.
<b>Instruction ministérielle</b> prolongeant la période hivernale au 1er juin 2021	MAR	
	AVR	<b>La veille sociale</b> , l'accueil et l'hébergement des personnes sans abri sont désormais confiés à la Délégation à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).
<b>Instruction ministérielle</b> annonçant la fin de la gestion au thermomètre, la programmation pluriannuelle de l'offre d'hébergement et le maintien du parc d'hébergement à hauteur de 200 000 places jusqu'à fin mars 2022	MAI	<b>Transfert d'une partie des missions</b> de la DGCS (Direction Générale de la Cohésion sociale) relatives à la politique de veille sociale, d'accueil et d'hébergement des personnes sans abri et mal logées à la DIHAL (Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement)
	JUN	
	JUL	<b>Création des directions</b> régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) et des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS).
	AUT	
<b>Publication de deux arrêtés</b> marquant le début de la campagne budgétaire 2021 et une reprise de la convergence tarifaire négative pour les CHRS.	SEP	<b>La Dihal</b> présente sa feuille de route « de la rue au logement ».
	OCT	
	NOV	<b>Un décret</b> vient définir le nouveau rythme de transmission des résultats des évaluations des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS).
	DEC	

## Trajectoires 2022-2024

Sollicitée par la DDETS du Nord, la FAS Hauts-de-France a mené un travail de réflexion avec les associations du département et les SIAO sur la construction d'une offre d'hébergement de demain adaptée et adaptable sur l'ensemble du département.

Un travail en 3 étapes :

- **Identification** de l'offre existante et les besoins non couverts avec l'appui des SIAO du département.
- **Qualification** de la demande non pourvue.
- **Réflexion** commune à l'offre d'hébergement de demain lors d'une rencontre départementale.

23 PARTICIPANTS | 20 ASSOCIATIONS

MEL | Flandres | Aisne



65%



35%

## ET DEMAIN ?

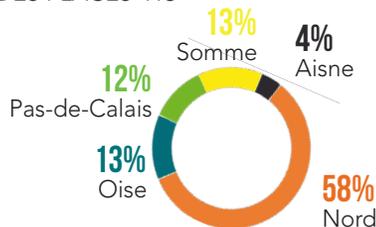
Les travaux autour de la transformation de l'offre se poursuivent en région avec des rencontres régulières avec les services de l'Etat et des temps de réflexion prévus en 2022. Le défi sera de taille pour nos territoires où les tensions sont fortes et les besoins loin d'être satisfaits. Nous serons attentifs aux questions de l'adaptation du bâti, aux questionnements autour des pratiques, à la réorganisation de l'offre, à la qualité des prestations, au respect des droits, au respect des principes du logement d'abord, au modèle économique, à la mobilisation simultanée de tous les acteurs pour bâtir un territoire plus inclusif.

## Le juste prix de l'HU

Au printemps 2021, notamment dans le cadre du projet de loi de finances, l'Etat a proposé un projet de cahier des charges de l'hébergement d'urgence ambitieux mais avec des moyens à notre sens inacceptables. S'il a ensuite été suspendu, les questionnements portés par le réseau demeurent. **Coût des places d'hébergement d'urgence : Que faire avec 20 euros ?**

En région, cela concerne un peu plus de **5 500 places** (sur la base d'une extraction des données ENC 2020).

### RÉPARTITION DÉPARTEMENTALE DES PLACES HU



La Fédération Hauts-de-France a organisé le 5 juillet 2021 un temps de travail en région **«Le juste prix de l'HU»** afin de renforcer les éléments de plaidoyer, sur la base des réalités de terrain, et d'apporter des éléments tangibles dans les échanges à venir avec les services de l'Etat.

### EN CHIFFRES



## «Ouvrir ses droits en 1 clic : du numérique dans l'accompagnement social» pour en faire un accélérateur des parcours d'insertion !



**Comité de clôture Collectif du numérique dans le travail social**



C'est l'objectif du projet collectif porté par plusieurs adhérents de la MEL et accompagné par la Fédération et Emmaüs Connect dans le cadre de l'appel à projet de la **stratégie de lutte contre la pauvreté**, soutien aux associations.

Du numérique dans l'accompagnement social c'est 7 associations adhérentes du territoire investies pour :

**Structurer une offre d'inclusion numérique** au sein d'un réseau d'acteurs avec la mise en place de **« référents numérique »** au sein des structures formés au repérage, au diagnostic numérique et à la médiation numérique.

**Equiper les structures** : une dotation de 10 ordinateurs pour chaque structure grâce à la fondation BNP Paribas (3 associations équipées en 2021)

**Faciliter l'accès aux services essentiels** pour les publics les plus fragiles en leur proposant un parcours à la carte (formation aux compétences numériques de base, équipement via l'offre d'Emmaüs Connect).

## Accompagner les associations dans leur démarche de contractualisation

La Fédération poursuit ses travaux engagés en 2020 avec deux actions mises en oeuvre en 2021.

### UNE NOUVELLE SESSION DE LA FORMATION CPOM EN JANVIER 2021

La formation s'est déroulée du 25 au 28 janvier 2021 et avait pour objectifs :

- Acquérir les connaissances du nouveau cadre législatif et réglementaire du CPOM social
- Repérer les enjeux du CPOM dans un contexte de réformes et de tension budgétaire
- Acquérir des outils méthodologiques permettant l'élaboration et le suivi du CPOM
- Appréhender les marges de négociation avec le financeur.



EN CHIFFRES

92% de satisfaction

15 stagiaires

9 structures différentes

### LA MISE EN PLACE D'UN ACCOMPAGNEMENT «À LA CARTE» DANS LE DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS DANS LE CADRE D'UNE CONVENTION AVEC LA DDETS / 62 ET AVEC L'APPUI DU CABINET KPMG

#### L'accompagnement proposé :

- Formaliser une réflexion autour de l'offre de service et d'accompagnement, base de l'élaboration du CPOM
- Accompagner la réalisation du diagnostic partagé
- Accompagner l'analyse et la mise en conformité des outils de la loi 2002-2
- Accompagner la rédaction des fiches actions et du projet de contrat
- Coordonner les travaux et assurer un suivi tout au long du projet

7 associations accompagnées

29 temps de travail sur le diagnostic

12 temps de travail sur l'écriture CPOM

2 réunions avec la DDETS (lancement/bilan intermédiaire)

17 réunions de coordination et de suivi (FAS/KPMG/DDETS)

### ET DEMAIN ?

L'accompagnement à la contractualisation se poursuit avec la signature des 7 premiers CPOM prévue pour le premier trimestre 2022 mais également la reconduction de l'accompagnement pour 6 associations du département du Pas de Calais en 2022.

## Aider les acteurs de l'inclusion sociale à se mettre en conformité avec le RGPD

### UNE REGLE DE BASE :

**Je m'assure que les données collectées servent bien l'objectif prévu !**

Organisation d'un webinaire inter-régional consacré au Référentiel social publié par la CNIL le 24 mars 2021 pour accompagner les acteurs du secteur social et médico-social dans leur mise en conformité au RGPD. Ouvert à tous les professionnels (direction, DPO, secrétaire, CIP, travailleurs sociaux...) des secteurs notamment de l'AHl, du DNA et de l'IAE, ce webinaire avait pour objectif :

- d'aider à mieux identifier les points prioritaires de mise en conformité au RGPD
- d'échanger autour de bonnes pratiques à adopter
- de communiquer des ressources utiles pour vous guider dans votre mise en conformité.

Cet évènement inter-régional a mobilisé

**63**

participants dont plus de la moitié (32 participants) issus de la région Hauts-de-France.



## Comprendre l'évolution des publics pour mieux accompagner : un projet d'étude pour les adhérents du Pas-de-Calais

Suite à un constat de recrudescence des violences dans plusieurs établissements d'hébergement du Pas-de-Calais, la Fédération a mené une enquête Flash à la demande des adhérents afin de comprendre la typologie des faits de violences et leurs auteurs. Dans un souci d'adaptation de l'accompagnement et de soutien aux équipes exposées à ces violences, les adhérents ont souhaité engager une démarche de recherche sur ce phénomène de violences. La Fédération a accompagné les adhérents du Pas-de-Calais dans la mise en lien avec la Boutique des sciences de l'Université de Lille pour étudier la possible réalisation d'une étude sociologique.

### ET DEMAIN ?

Les travaux engagés avec la Boutique des sciences vont se poursuivre pour ajuster le projet de l'étude et initier le lancement de celle-ci en 2022.

## Les chantiers menés dans le cadre de la stratégie pauvreté

**Favoriser le lien AHl – IAE pour améliorer l'accès à l'emploi des publics accompagnés, renforcer les possibilités de recrutement des SIAE.**

Dans un contexte social global marqué par la centralité de la question de l'accès à l'emploi, et face aux problématiques de recrutement du secteur de l'IAE, les modalités de prescription du secteur ont évolué et intègrent aujourd'hui l'ensemble des acteurs de l'accompagnement.

## STRATÉGIE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Autant d'acteurs à rencontrer et de pratiques à partager, pour favoriser l'accès à l'emploi durable du plus grand nombre en :

- Améliorant la connaissance des acteurs du secteur AHI des réponses offertes par les SIAE et pouvant répondre aux besoins des personnes accompagnées.
- Améliorant la prescription vers l'IAE de publics issus de l'hébergement et du logement accompagné.
- Permettant aux acteurs de terrain de se rencontrer et d'échanger

Lors des différents temps de rencontres avec les adhérents, notamment les commissions Hébergement et Habitat et les réunions d'adhérents par territoire, la Fédération a poursuivi en 2021 le travail de sensibilisation de cette nouvelle possibilité d'être orienteur ou prescripteur pour les structures AHI, DNA, de l'accompagnement logement et de la veille sociale.

### Favoriser «l'aller-vers»

A la demande du commissaire à la stratégie de lutte contre la pauvreté et de l'ARS, la Fédération, animatrice du groupe de travail "Hébergement-Logement" de la stratégie de lutte contre la pauvreté, a menée avec la CPAM du Hainaut, animatrice du groupe de travail « Santé » un cycle de travail, visant à faire des propositions pour orienter la mise en œuvre en région de la mesure 27 du Ségur de la Santé en région. Le groupe "Participation", co-animé notamment par le CRPA, a également largement alimenté les travaux.

Le rapport final intitulé « **L'aller-vers : comment donner corps aux démarches sur notre territoire** » a été présenté lors de la réunion d'installation de la nouvelle gouvernance de réduction des

inégalités de santé, et annexé à l'appel à projet visant à réduire les inégalités en santé lancé par l'ARS en septembre 2021.

Il propose 6 orientations :

**Permettre aux personnes de disposer d'un lieu de vie sécurisant**

**Renforcer les dispositifs de droit commun**

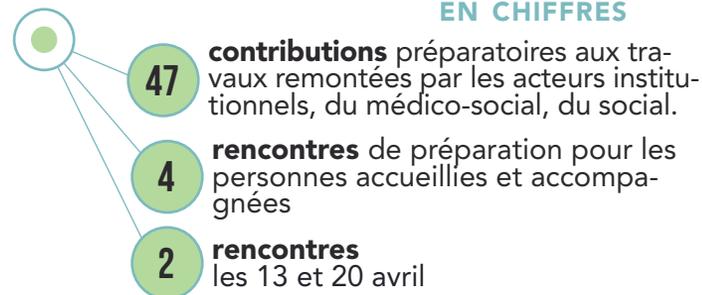
**Déployer ou renforcer les dispositifs passerelles**

**Créer les conditions d'un accompagnement mixte : santé/social**

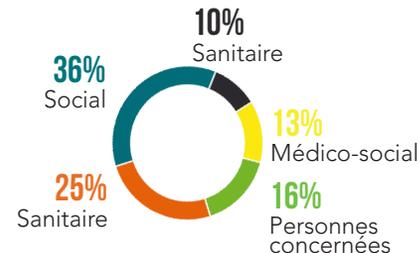
**Permettre aux acteurs de terrain d'agir en amont**

**Développer ou renforcer les lieux de concertation, d'échanges et de coordination.**

### EN CHIFFRES



### RÉPARTITION DES PARTICIPANTS



## Reprise du cycle de travail partenarial «Associations / Bailleurs»



Après une année de pause contrainte en 2020, en raison de la crise sanitaire, la Fédération régionale et l'Union Régionale pour l'Habitat Hauts-de-France ont tenu à relancer le cycle de travail partenarial "Associations / Bailleurs".

Malgré le format "visioconférence", près de 90 participants se sont mobilisés lors des 2 rencontres organisées en 2021 pour échanger et partager leurs expériences sur 2 sujets :

- la question du refus de logement par les ménages
- la transmission des écrits entre bailleurs et référents.

### ET DEMAIN ?

Les cycles de travail se poursuivront en 2022. Il s'agira de valoriser et d'utiliser l'ensemble des éléments partagés ces dernières années et créer des outils pratiques destinés aux ménages et aux acteurs du logement dans leur parcours de logement social

## Semaine nationale des pensions de famille : des temps forts en région

LA SEMAINE  
NATIONALE  
DES PENSIONS  
DE FAMILLE  
4-10 octobre 2021

Afin de développer les pensions de famille et d'atteindre l'objectif de 10 000 places supplémentaires, la DIHAL a invité les réseaux à organiser « La semaine nationale des pensions de famille » du 4 au 10 Octobre 2021.

Les délégations régionales de la FAS, la FAP, la FAPIL, l'URH, l'UNAFO et SOLIHA avec le soutien de la MEL et de la DREETS se sont saisies de cette opportunité pour organiser des temps forts en région afin de mobiliser et d'informer les élus de la région :

- **Deux colloques en ligne** encadrant la semaine :
  - Présentation synthétique des enjeux et objectifs du développement des pensions de famille dans les Hauts-de-France
  - Spécificités et intérêt de cette solution logement, montage d'un projet type, partenariats possibles.
- **18 portes ouvertes** dans les cinq départements de la Région qui ont permis à plus de **250 visiteurs** de découvrir les pensions de famille : Elus, partenaires associatifs ou institutionnels, futurs résidents, voisins...
- **Une importante action de communication relayée par les médias régionaux.** La retombée médiatique de cette semaine a été une réelle réussite avec 12 articles presses sur l'ensemble des départements mais aussi 2 reportages radios et un reportage télévisé.
- **La diffusion de l'annuaire régional actualisé des pensions de famille**

### ET DEMAIN ?

La semaine nationale des pensions de famille revient en 2022. La Fédération reste mobilisée aux côtés des autres réseaux pour poursuivre le travail de sensibilisation en direction des élus et renouvelera sa participation avec ses adhérents à la semaine 2022.

## Parution de l'annuaire régional des pensions de famille



En 2015, la FAS avait publié un premier annuaire des pensions de famille pour la région Nord Pas-de-Calais. Avec la fusion des régions, et le fort développement des pensions de famille, il était nécessaire de retravailler à un annuaire régional Hauts-de France actualisé et documenté.

Réalisé avec le soutien de la DREETS, et en partenariat avec l'UNAF0 et la CMAO, la FAS Hauts-de-France a diffusé à l'occasion de la semaine nationale des pensions de famille le nouvel annuaire régional des pensions de famille. Disponible gratuitement en ligne et imprimable, il vise à améliorer la lisibilité de l'offre sur les territoires, à favoriser des orientations adaptées en donnant à voir la diversité des projets et les spécificités propres à chaque pension de famille et résidence accueil.

Le travail mené dans le cadre cet annuaire a aussi permis la réalisation d'une cartographie interactive des pensions de famille sur le territoire.

## Comité de veille DALO 59: une année d'(in)formation des professionnels



Le Comité de Veille DALO 59 est un groupe informel de structures et d'associations œuvrant dans le cadre de la loi DALO auprès des citoyens et des pouvoirs publics avec pour objectifs notamment de garantir le respect des droits et de la loi ; faciliter l'accès aux droits des personnes mal-logées et garantir l'effectivité de ces droits. La Fédération y a une place active.

Après avoir connu une phase de ralentissement en 2020, et dans un contexte de difficultés croissantes pour l'accès au logement, le comité de veille DALO 59, a été en 2021, particulièrement actif notamment en animant de nombreuses formations "flash" à destination des professionnels pouvant être amenés à instruire des dossiers DALO. Ce sont ainsi plus de de 150 professionnels des CAF, CCAS, associations, futurs travailleurs sociaux qui ont pu bénéficier de ces 11 temps de formation / information sur le droit au logement, la mise en œuvre du DALO et le fonctionnement de la commission de médiation (COMED).

### ET DEMAIN ?

D'autres sessions de formations sont prévues auprès des professionnels du Conseil départemental de l'accès aux droits, centres sociaux, et agents du département notamment.

## Déploiement d'un cycle de temps d'information sur le Logement d'Abord pour les territoires de l'ex-bassin minier dans le Pas-de-Calais



Le Département du Pas-de-Calais et la Fédération des acteurs de la solidarité, avec le soutien de la DIHAL et de la DDETS, ont construit et co-animé un cycle de temps d'information sur le logement d'abord destiné aux professionnels **qui agissent sur les territoires de l'ex bassin minier ayant peu de connaissances sur le logement et qui sont amenés à accueillir, orienter, accompagner des personnes avec un projet logement.**

Ce cycle s'est déroulé sur trois demi-journées de octobre à décembre, une première consacrée à l'accès et au maintien dans le logement, une seconde sur le logement d'abord et les modalités de sa mise en œuvre sur les territoires et une troisième sur l'insertion professionnelle.

**Au total 45 personnes de 19 structures différentes (CCAS, associations, EPCI, CSA-PA, EPSM,...) ont participé au cycle.**

## Contribution de la Fédération dans la réécriture et le suivi des PDALHPD

Les plans départementaux d'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) permettent de mettre en exergue les liens inextricables qui existent entre la veille sociale, l'hébergement et l'accès au logement d'où l'intérêt à ce que ces 3 thématiques soient travaillées conjointement.

La stratégie du logement d'abord, au-delà de l'aspect « territoire pilote » et expérimental a eu un impact essentiel sur l'ensemble des territoires, et sur les politiques publiques en matière d'accès et/ou de maintien dans le logement. La traduction de ces nouvelles politiques publiques dans la réécriture des PDALHPD représente un enjeu important pour les 5 prochaines années.

En 2021, la Fédération avec ses adhérents a donc été particulièrement active et mobilisée autour de :

- **L'évaluation et la réécriture des PDALHPD du Pas-de-Calais et de la Somme** : ses adhérents ont été largement présents et actifs dans les différents groupes de travail et

temps de concertation proposés. La Fédération a également souhaité transmettre des contributions relevant des souhaits d'évolutions et identifiant des propositions concrètes d'actions pour les futurs plans, contributions construites sur la base d'échanges avec ses adhérents et en inter-réseaux dans le Pas-de-Calais.

- La **mise en œuvre du PDALHPD du Nord** en accompagnant les adhérents à l'appropriation de sa boîte à outils et en poursuivant les échanges avec les copilotes du Plan pour travailler de manière partenariale, au relogement des publics dits prioritaires

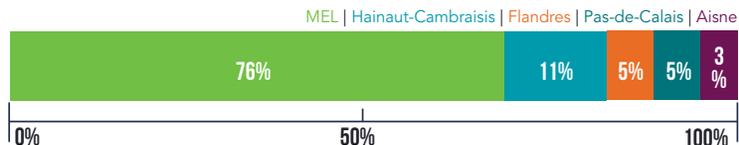
### ET DEMAIN ?

La Fédération suivra avec attention les futures étapes de réécriture et la mise en œuvre des nouveaux PDALHPD de la Somme et de l'Oise.

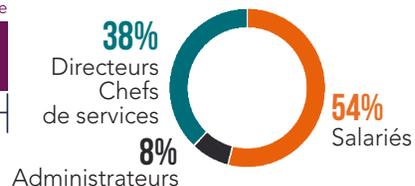
## L'ANIMATION FÉDÉRALE - LES COMMISSIONS HÉBERGEMENT ET HABITAT

3 RÉUNIONS (2 Commissions Habitat - 1 Commission Hébergement)

37 PARTICIPANTS | 30 PERSONNES DIFFÉRENTES | 24 STRUCTURES REPRÉSENTÉES



RÉPARTITION PAR FONCTION



73%



27%

### FAS À...

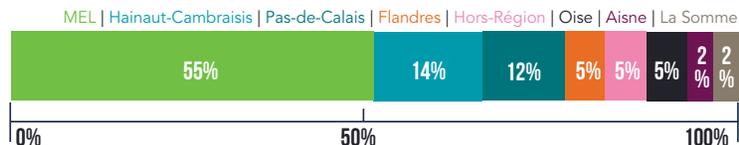
Nouveau format de communication à destination de ses adhérents : le « FAS A. ». Ces réunions organisées en visioconférence d'environ 1h30/2h abordent un sujet spécifique avec la plupart du temps un intervenant... Ce format semble apprécié par les participants. En 2021, sur les thématiques Hébergement - Logement, 3 « FAS A... » ont été organisés :

« FAS au DALO » le 16 février 2021

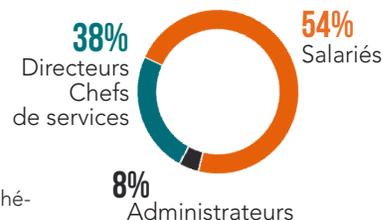
« FAS à premières heures en chantier » le 23 avril 2021

« FAS à l'accompagnement des enfants et leurs familles » le 10 décembre 2021

3 RÉUNIONS | 57 PARTICIPANTS | 56 PERSONNES DIFFÉRENTES | 40 STRUCTURES REPRÉSENTÉES



RÉPARTITION PAR FONCTION



64%



36%

### ET DEMAIN ?

En 2022, la Fédération lancera deux nouveaux projets à destination de ses adhérents :

- Un projet d'accompagnement pour étudier la faisabilité d'une évolution de l'offre d'hébergement vers le CHRS Hors les murs.
- Un projet d'accompagnement pour appréhender la philosophie du travail pair allant jusqu'à l'intégration d'un travailleur pair au sein de quelques structures.

## EMPLOI - IAE - RSA

« L'année 2021 a été favorable au renforcement de l'employabilité des salariés en insertion, au rapprochement entre SIAE et entreprises du territoire, à la mobilisation de l'ensemble des acteurs, les nombreuses actions présentées ci-dessous en témoignent ».

### SEVE : changer sa vision de l'emploi - Faire évoluer les pratiques



Avec l'appui du programme SEVE Emploi en 2021, 6 SIAE ont déployé des actions avec les entreprises et les salariés en transition professionnelle dans un seul objectif : l'emploi durable pour toutes et tous.

La dynamique de changement enclenchée, les structures ont interrogé des postulats prégnants dans les pratiques d'accompagnement des personnes vers l'emploi : la logique de parcours, la levée des freins périphériques, la formalisation d'un projet professionnel... Et ont adopté d'autres postures en lien avec 4 grands principes d'action SEVE :

**tout le monde est employable, l'action révèle les atouts, chacun décide de ses objectifs emploi, changer les organisations et non les personnes.**

Ces SIAE ont orchestré une organisation interne résolument tournée vers l'emploi durable avec notamment des temps dédiés à la relation entreprise.

Au terme de l'année 2021, les pratiques de médiation active sont devenues courantes dans ces structures, ou tendent à l'être.

### ET DEMAIN ?

Alors que 13 SIAE rejoignent le programme en 2022 pour booster l'accès à l'emploi durable des salariés en transition, 4 structures de la promotion 2021 entrent dans « SEVE 2 » avec en ligne de mire le suivi dans l'emploi !

### EN CHIFFRES

**6**  
SIAE

**En 2021, SEVE Emploi en Hauts-de-France c'est**

ADF02, ADERMAS, DEVENIR EN VERMANDOIS, ITINER'AIR, PAPILLONS BLANCS DE MAUBEUGE, POINFOR avec :

**x3**

en moyenne, un nombre de partenaires entreprises qui a triplé entre 2020 et 2021

**x4**

Une évolution positive des taux de sortie en emploi durable par rapport à 2020 dont 2 SIAE qui ont vu ce taux quadrupler !

**44**

professionnels formés aux techniques de médiation active (dont 25% d'encadrants techniques !)

**Mais c'est aussi...**

**49**

professionnels de l'accompagnement sensibilisés à la médiation active à l'occasion d'ateliers organisés sur les territoires

**58**

participants le matin et 47 l'après-midi à la journée régionale SEVE Emploi

**1**

vidéo en motion design pour présenter le programme et sa méthodologie

## Le lancement de l'enquête sur les besoins en accompagnement social des ASP/CIP

Dans le cadre des travaux du Comité Régional de l'Inclusion dans l'Emploi (CRIE), la DREETS a confié, pour l'IRIAE Hauts-de-France, la préparation de l'enquête à la Fédération aux côtés des départements de l'Oise et du Pas-de-Calais.

Objectifs de l'enquête :

- Identifier la nature des difficultés sociales rencontrées dans l'accompagnement des salariés en insertion
- Pour chaque difficulté, identifier les connaissances des ASP/CIP en matière de ressources et actions mobilisables sur les territoires
- Identifier leurs besoins en termes d'outils, de compétences et de formation

L'ambition est ainsi de disposer d'une vue d'ensemble des pratiques et des besoins des ASP et des CIP pour tenter collectivement de mieux répondre et de renforcer, si nécessaire, l'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi.

### EN CHIFFRES



### ET DEMAIN ?

Dans le cadre de la mise en place du Campus Interactif pour l'Inclusion dans l'Emploi, les résultats de l'enquête feront l'objet d'une présentation aux structures et partenaires. Des actions pourront être menées sur les territoires pour outiller les professionnels et favoriser la mobilisation des ressources existantes.

## Égalité professionnelle et articulation du temps de travail

La Fédération a participé aux comités de pilotage de l'IRIAE Hauts-de-France relatifs aux travaux menés dans le cadre d'un projet FSE sur l'égalité professionnelle et l'articulation du temps de travail.

En parallèle du cycle de webinaires qui s'est tenu en juin et octobre 2021, la FAS a contribué à la réalisation du guide pour l'égalité professionnelle dans les SIAE de l'IRIAE par l'apport de deux fiches thématiques éditées par le siège : « Lutter contre les violences sexistes et sexuelles au travail » et « Pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ».

## Suivi du déploiement du Programme Premières Heures en Chantier en région

Convergence France porte le déploiement national de Premières Heures en Chantier, soutenu via la DGCS au sein de la Stratégie Pauvreté. Premières Heures est un programme permettant la reprise très progressive d'une activité à destination des personnes en situation de très grande précarité, principalement à la rue. Le programme permet aux salariés « Premières Heures », en contrats CDDI allant de 4h à 20h, de se remobiliser sur leur projet de vie, de reprendre confiance en elles et de se réappropriier les codes du monde du travail. Le programme est porté au sein de chantiers d'insertion, et permet ainsi d'engager un parcours d'insertion et d'accéder à un habitat stable. La mise en œuvre de ce programme a renforcé le partenariat entre les structures de veille sociale et les chantiers d'insertion.

En Région Hauts de France, la DREETS a été, entre autres, un vrai levier de mobilisation au niveau des financements, et le programme Premières Heures devrait se développer sur 12 chantiers d'insertion en 2022.

Aux côtés de Convergence France et de l'IRIAE Hauts-de-France, la Fédération a **communiqué autour du programme et organisé des temps de présentation à destination de ses adhérents** via la Commission IAE et de tout chantier d'insertion susceptible d'être intéressé par le Programme avec l'appui de l'IRIAE. Des échanges réguliers se sont tenus tout au long de l'année avec Convergence France au regard des perspectives de déploiement du Programme sur l'ensemble des départements de la Région.

**FAS au Programme Premières Heures en chantier**

Animé par l'Association Convergence France, en partenariat avec l'IRIAE Hauts de France

« Premières Heures en chantier » propose une remise en activité très progressive pour les personnes en situation de grande exclusion, et un support d'accompagnement facilitant pour les professionnels de l'accompagnement. Dans Premières Heures, le travail est envisagé comme le premier levier du processus de réinsertion sociale. Le programme s'appuie sur une montée en charge très progressive (4h/semaine puis 8, puis 16 etc.), au sein d'un chantier d'insertion. Après une phase de remobilisation et de dynamisation pendant laquelle l'activité est un support d'accompagnement, les salariés peuvent poursuivre leur parcours au sein d'un chantier d'insertion et accéder à l'hébergement.

Grâce au soutien de la DGCS auprès de Convergence France pour porter l'essai national du programme, celui devrait être déployé en 2021 et 2022 sur 25 nouveaux territoires, pour 800 parcours Premières Heures. Le déploiement se fera principalement au sein des métropoles, mais également des villes moyennes ou territoires ruraux, avec un appui de l'association Convergence France dans la structuration et le financement du projet, et dans sa mise en œuvre en chantier d'insertion.

Nous vous invitons à un temps de présentation et d'échanges autour du Programme Premières Heures en chantier :

**Vendredi 23 avril 2021**  
de 10h30 à 12h  
En visioconférence - lien envoyé après inscription

Inscription en ligne :  
Si vous souhaitez participer à ce temps d'information, nous vous remercions de bien vouloir renseigner ce court formulaire en ligne : <https://forms.office.com/r/mn3T7U4Yg>

Contact FAS HDF pour l'IRIAE HDF : Anne Beatrice Delaite - [anne.beatrice.delaite@federationsolidarite.org](mailto:anne.beatrice.delaite@federationsolidarite.org)  
Contact Convergence France : Pauline Kerquignas - [pkerguignas@cvfce.org](mailto:pkerguignas@cvfce.org)

## ET DEMAIN ?

La Fédération apportera son soutien à toute démarche de communication et de valorisation du Programme Premières Heures en Chantier, première marche pour les personnes les plus fragiles vers un vrai parcours. En s'adaptant à ce que les personnes sont en capacité de faire aujourd'hui on propose une montée en puissance réaliste et atteignable.

## Sessions de formation autour des addictions dans l'IAE

En partenariat avec la Fédération, Hauts-de-France Addictions et l'IRIAE cette action a été proposée aux SIAE de la région situées sur les territoires prioritaires définis par l'ARS.

Les problématiques d'addictions peuvent prendre une place prépondérante dans les parcours d'insertion des personnes et les salariés permanents sont parfois en difficulté pour aborder ces questions qui relèvent de l'intime.

Le contenu de la formation vise :

- à apporter aux encadrants des connaissances sur les pratiques addictives en milieu de travail (produits fumés, alcool...),
- à questionner leurs pratiques, leurs postures professionnelles,
- à les sensibiliser à la réduction des risques,
- à leur permettre d'identifier les partenaires vers lesquels orienter les salariés en insertion

Les formations ont fait font l'objet d'une programmation en fin d'année 2021.

### ET DEMAIN ?

La Fédération se propose de déployer plus largement cette formation en région compte tenu des résultats de l'étude conduite sur les besoins en accompagnement social des ASP et des CIP et plus particulièrement leurs besoins relayés en matière de formation sur les addictions.

## Représentation et plaidoyer

La Fédération est restée pleinement investie tant dans l'accompagnement auprès des SIAE, que dans les échanges institutionnels :

- Echanges d'informations réguliers avec les services de l'Etat et les réseaux membres de l'IRIAE.
- Participation aux différentes instances du Comité régional de l'inclusion dans l'emploi (CRIE) : Commission Pauvreté (groupe de travail en lien avec les travaux de la Commission Accompagnement des publics).
- Compilation des informations IAE via la Newsletter de la FAS et partage avec l'équipe de l'IRIAE.
- Contributions et éléments préparatoires aux revues de projets relatifs au FDI.

FORMATION PROPOSÉE PAR  
**HAUTS-DE-FRANCE  
ADDICTIONS**

NOUS CONTACTER  
Hauts-de-France Addictions  
215 avenue de la Belgique  
97200 Lens  
☎ 03 20 21 21 05  
#contact@hautsdefrance-addictions.org

EN PARTENARIAT  
IRIAE  
LE PARTENARIAT  
DES ACTEURS DE  
L'ÉCONOMIE  
SOLIDAIRE

FINANCÉE PAR  
**ars**  
Autorité Régionale de Santé  
Hauts-de-France

Addictions et usages  
dans l'insertion par  
l'activité économique  
Sensibilisation des  
professionnels

**EN CHIFFRES**

**4**  
**sessions programmées**  
3 décembre à Roye et à Cambrai  
6 décembre à Auchel

**11**  
**SIAE représentées**

## Intégration dans l'emploi des personnes bénéficiaires de la protection internationale : le projet PROFAIR



Soutenue par la DIAIR (Délégation interministérielle à l'Accueil et à l'Intégration des réfugiés), en 2021, la Fédération a déployé sur le territoire régional le projet

PROFAIR « Professionnalisation, Réseaux, Outillage et Formation des Acteurs de l'Intégration des Réfugiés ». Aux côtés de nos collègues FAS de huit autres régions, nous avons saisi cette opportunité pour proposer une action permettant d'outiller les structures du Dispositif National d'Accueil (DNA) et les SIAE sur ces questions.

Le projet s'articule autour de deux grands axes :

- La rédaction d'un guide à destination des SIAE et des acteurs du DNA : son objet est de rendre visibles les dispositifs dont peuvent bénéficier les personnes étrangères primo-arrivantes afin de favoriser leur intégration, notamment par l'insertion professionnelle.
- L'organisation d'une rencontre régionale, qui s'est tenue le mercredi 8 décembre 2021, avec un temps d'appropriation du guide, ainsi qu'une séquence favorisant l'interconnaissance des différents acteurs.

Avec le soutien de l'IRIAE Hauts-de-France, cette rencontre a été largement ouverte à toutes les SIAE de la région.

Elle a rassemblé **72 personnes issues de 60 structures différentes.**

### ET DEMAIN ?

Une première édition du guide paraîtra en janvier 2022. Une mise à jour est également prévue à l'été 2022, qui permettra notamment d'intégrer un travail complémentaire de recensement mené par les services de la Préfecture. Les participants ont plébiscité un nouveau temps d'échange, l'avenir nous dira si la Fédération pourra répondre à cette demande.

**72** participants

**60** structures différentes

**96%** taux de satisfaction

table ronde | ateliers

## RSA : la question des équipes pluridisciplinaires et la mobilisation des allocataires du RSA

Coordonner les interventions autour des personnes allocataires du RSA pour améliorer le retour à l'emploi : voici un des axes que la Fédération partage avec le Département du Nord.

A la suite d'une interpellation du Département du Nord en novembre 2020 concernant le passage des allocataires du RSA en équipe pluridisciplinaire, la Fédération a contribué, aux côtés de plusieurs têtes de réseaux, à la réflexion sur la mobilisation et l'organisation de ces équipes pluridisciplinaires. Plusieurs propositions ont été faites au Département dans le cadre de temps d'échanges notamment pour clarifier et faciliter les missions d'accompagnement des équipes de professionnels

Au cours de l'année 2021, le Département du Nord a expérimenté l'utilisation d'un document unique d'insertion (DUI) visant au partage des informations contenues dans les dossiers des allocataires du RSA entre les différents professionnels en charge du suivi de leurs parcours. Retracer l'histoire du parcours d'insertion, valoriser les acquis et l'expérience (...) autant d'éléments phares que la Fédération a promu auprès des services du Département.

Dans ce cadre, un groupe témoin, composé de plusieurs associations réparties sur le département, a été constitué. La Fédération des Acteurs de la Solidarité a réuni plusieurs adhérents de ce groupe témoin pour échanger sur les difficultés identifiées dans le déploiement du DUI.

### ET DEMAIN ?

En 2022, la Fédération organisera un temps d'échange avec les adhérents pour faire un point d'étape de la mise en œuvre opérationnelle du DUI.

**04** réunions

**02** adhérents

## Suivi du déploiement des Services Publics de l'Insertion et de l'Emploi

Le Service Public de l'Emploi et de l'Insertion, (SPIE) issu de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté est une méthode pour que toutes les structures agissant dans le parcours vers l'emploi d'une personne se coordonnent et simplifient les démarches. Suite aux premières expérimentations territoriales, en 2021, le Nord, le Pas-de-Calais, la Somme et l'Oise se sont lancés dans la démarche.

Plusieurs échanges ont eu lieu dans le Département du Nord avec l'équipe du SPIE de l'Avesnois, permettant notamment d'échanger sur les principes de médiation

active et d'implication des SIAE dans le service public de l'emploi.

Dans le cadre du lancement du Service public de l'insertion et de l'emploi dans la Somme, la Fédération et ses adhérents se sont engagés aux côtés du Département de la Somme à contribuer à sa mise en œuvre opérationnelle. En 2021, à l'issue de temps de rencontres et de rédaction collective avec les adhérents, la Fédération a pu porter auprès des pilotes du SPIE une contribution importante, et confirmer sa participation aux travaux dans le cadre d'une lettre d'engagement.

04

réunions

12

propositions

### ET DEMAIN ?

Au début de l'année 2022, la Fédération signera dans la Somme, la Convention constitutive du groupe d'intérêt partenarial de la Somme pour l'insertion par l'emploi (GIPSIE) qui visera à renforcer la coordination et l'articulation des actions menées entre les différentes parties à ladite convention. Elle continuera à alimenter ses représentations dans les SPIE de la région qui la solliciteront.

## Mobilisation autour d'un nouvel appel à projets Insertion du Département du Nord

En vue du lancement du nouvel appel à projets « de l'insertion à l'emploi » 2022-2025 dans le Nord, sur lequel les adhérents portant des mesures d'accompagnement auprès des allocataires du RSA seront invités à se positionner, la Fédération a été sollicitée par le Département pour échanger sur les nouvelles orientations de la politique d'insertion. A l'issue de cette sollicitation, plusieurs temps d'échanges ont été organisés avec les adhérents de la Fédération pour apporter une contribution étayée sur les

éléments de contenu de l'appel à projets.

Ces remontées de terrain ont permis d'alimenter une réponse commune, à l'initiative de la Fédération, avec les autres têtes de réseaux, dans l'attente de la publication du guide du porteur. Cette réponse collective a notamment permis aux réseaux de transmettre un certain nombre de propositions, remarques et ou interrogations quant à plusieurs éléments de contenu de l'appel à projets, en amont de la programmation d'une nouvelle rencontre avec les services

du Département début 2022.

En synthèse, si les moyens prévus pour renforcer l'insertion professionnelle des personnes, et le soutien aux SIAE, ont été salués, c'est l'importance relative accordée à l'insertion sociale des personnes les plus éloignées de l'emploi, les délais laissés aux structures pour y répondre (en lien avec la volonté de favoriser des réponses coordonnées entre les acteurs) qui ont notamment fait l'objet d'une alerte de la part de réseaux.

### ET DEMAIN ?

En 2022, suite au lancement de l'appel à projets, la Fédération organisera des temps d'échanges avec les adhérents. Leurs retours permettront à la Fédération d'élaborer une contribution en début d'année et de la partager avec les services du Département. Des temps d'échanges réguliers au cours de l'année permettront de faire des points d'étape sur la mise en œuvre opérationnelle de leurs projets.

## Questions de femmes



Questions de femmes est une action pour promouvoir le dépistage organisé du cancer du col de l'utérus auprès des femmes en situation de précarité.

Cette action se déroule autour d'une animation qui part des préoccupations et des questions des femmes présentes sans aborder directement la question du cancer tout en proposant une information sur la nécessité du dépistage.

L'action a été reconduite en 2021 (et ouverte depuis 2019 aux SIAE) sur le Nord, le Pas de Calais et l'Aisne. Une première programmation a été établie afin de proposer les temps d'animation sur les territoires qui en raison du contexte sanitaire de 2020 n'ont pu bénéficier de l'action.

### EN CHIFFRES



Une **moyenne d'âge de 44 ans** des femmes rencontrées.

À l'issue de l'action, **70% des femmes envisagent de prendre un rendez-vous** pour réaliser un suivi gynécologique !

### ET DEMAIN ?

L'action questions de femmes est reconduite en 2022 avec 25 nouvelles animations à destination des femmes à travers les Hauts-de-France.

## Parler addictions en pensions de famille



Depuis 2015, des actions de prévention santé mutualisées sont déployées chaque année auprès des pensions de famille de la Région. Cette action soutenue par l'ARS fait suite aux constats partagés des professionnels concernant la problématique des addictions et de l'estime de soi des résidents.

Ce projet propose en différentes étapes d'améliorer les connaissances et compétences des professionnels mais aussi des publics sur les conduites addictives, leur prévention et leur prise en charge.

Une représentation théâtrale et des ateliers santé et bien-être sont organisés afin d'impulser un questionnement auprès des résidents. Cette année, l'action a souhaité renforcer les liens et partenariats entre les pensions de famille et structures de l'addictologie en invitant les professionnels du secteur de l'addictologie à prendre part à la représentation théâtrale et aux ateliers santé.

En 2021, c'est

### 8 pensions de famille

et maisons relais (seules ou regroupées) qui ont été retenues pour participer à l'action :



### ET DEMAIN ?

L'action se poursuit sur 2022 pour de nouvelles résidences-accueil et pensions de famille des Hauts-de-France.

## Addiction et précarité, à la rencontre de deux secteurs !

Depuis 2019, un programme destiné à **renforcer l'interconnaissance entre le secteur de l'insertion et de l'addictologie est en cours**. Ce programme fait suite à un partenariat engagé depuis 2015 entre la Fédération Addiction et la FAS. L'objectif de ce projet est d'améliorer l'articulation des dispositifs des deux secteurs. Pour cela trois phases ont été envisagées pour répondre à cet objectif.

### Ca papote et ça cadre

Cette étape réalisée en 2019 a été l'occasion d'organiser des rencontres entre les deux secteurs sur chaque territoire.

Suite à la crise sanitaire les deux autres étapes n'ont pu se maintenir dans les délais. L'année 2021 a eu pour objectif de redynamiser le projet. Pour cela les deux fédérations ont tout d'abord organisé un webinaire en juin 2021 qui a réuni 54 professionnels des deux secteurs afin de les mobiliser sur le projet. **En 2021, les deux autres étapes ont pu être déployées :**

#### «Et si on se formait»

L'union régionale de la Fédération Addiction a recensé les formations, sessions de sensibilisation proposées par ses adhérents sur le territoire des Hauts de France. Une cartographie a été construite pour rendre lisible cette offre.

#### «Vis ma vie»

Des temps de stages croisés ont été proposés auprès des adhérents des deux fédérations. Le dispositif de stages croisés permet aux acteurs de chaque secteur de découvrir le quotidien professionnel de l'autre. Pour l'année 2021, 6 binômes ont été retenus pour réaliser des stages croisés à travers les Hauts de France.

### ET DEMAIN ?

Les stages croisés se poursuivront pour 2022. Des structures ont déjà manifesté leur intérêt pour y participer !

## L'hygiène c'est la santé

Dans le cadre du plan de relance national (France Relance) de soutien aux associations de lutte contre la pauvreté et en collaboration avec plusieurs acteurs économiques et partenaires en région, la Fédération déploie en 2022 le projet « L'Hygiène c'est la Santé ! ». Ce projet vise notamment à renforcer l'accompagnement des personnes en matière d'accès aux droits, d'accès aux soins, de maintien des gestes d'hygiène, d'estime de soi...

Le projet se décline en 3 actions :

### Accès aux droits et recours aux soins :

Sur chaque territoire, des rencontres avec les CPAM pour présenter leurs actions.

### Et si on se formait ?

Des sessions de formation sur les territoires sont organisées : «Comment aborder l'hygiène et la santé avec les personnes que vous accompagnez?»

### Des kits pour mon projet santé :

Possibilité de disposer de kits, composés de produits d'hygiène de première nécessité pour mener une action de promotion de la santé auprès des publics.

En 2021, la FAS a organisé le partenariat avec les différents acteurs du projet afin d'assurer un déploiement des actions dès janvier 2022.

## ET DEMAIN ?

En 2022, les structures bénéficieront des rencontres avec les CPAM, des sessions de formation mais aussi de disposer de kits pour mener une action santé auprès du public.

## Mois sans tabac



Depuis 2018, la FAS s'est associée à Hauts de France Addictions dans le cadre de la mise en œuvre et la promotion de son action « Mois sans tabac ». Cette édition 2021 poursuit les objectifs fixés par Santé Publique France tout en mettant un accent particulier sur la recherche de partenaires ayant un impact sur la réduction des inégalités sociales de santé et la mobilisation de partenaires exerçant auprès des plus vulnérables.

La FAS s'est investie dans des réunions techniques, mais aussi dans l'accompagnement de structures et professionnels souhaitant participer aux différentes actions du Mois Sans Tabac 2021 (formations, ateliers de sensibilisation en tabacologie...).

## L'ANIMATION FÉDÉRALE – LA COMMISSION SANTÉ

4 RÉUNIONS | 74 PARTICIPANTS | 13 STRUCTURES

### Les thèmes explorés en 2021 :

- Les dispositifs de lutte contre le renoncement aux soins
- Les addictions
- Construire et financer vos projets santé
- Le lien avec les soins primaires et tout particulièrement avec les Maisons de Soins Pluriprofessionnelles et communautés professionnelles territoriales de Santé.

# PARTICIPATION

## Soutien de la Fédération au CRPA Hauts-de-France

Le Conseil Régional des Personnes Accueillies et Accompagnées (CRPA) est une instance participative inter-associative, dédiée aux personnes en situation de précarité, de pauvreté et d'exclusion sociale ou l'ayant été. Le CRPA a pour mission d'évaluer et faire évoluer les politiques publiques en tenant davantage compte des besoins exprimés par les personnes concernées mais aussi et surtout d'encourager les dynamiques de participation.

La Fédération des Acteurs de la Solidarité Hauts de France assure le portage opérationnel, mise en œuvre terrain et co-animation avec les personnes concernées du CRPA en Hauts de France dans le cadre d'une convention avec la DIHAL.

### Le CRPA Hauts-de-France Tour



La crise sanitaire et les nécessités de l'urgence se sont révélées bien souvent un tournant dans la continuité des instances de participation. Celles-ci ont à la fois souffert de ne pouvoir se réunir dans de bonnes conditions et ont souvent dû faire face à des reconfigurations expresses dans lesquelles la parole des personnes a souvent peiné à émerger.

Le CRPA a souhaité relancer une dynamique autour de la participation et recueillir la parole des personnes concernées pour la porter auprès des instances.

Les délégués CRPA sont allés à la rencontre des structures de septembre à novembre 2021. Ils ont sillonné les routes des Hauts de France à la rencontre des personnes accueillies et accompagnées. Le CRPA Hauts de France tour a été l'occasion d'aller à la rencontre des publics et d'échanger avec eux sur leurs préoccupations.

### EN CHIFFRES

le CRPA Hauts-de-France c'est :

16  
structures  
visitées

161  
personnes  
rencontrées

2095  
km  
parcours

## Les plénières en 2021

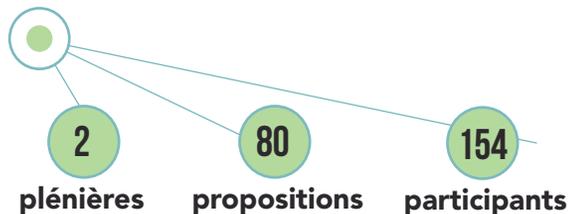
La crise sanitaire a obligé de repenser les modalités d'organisation des rencontres.

Dans ce cadre, le CRPA Hauts de France en collaboration avec le CRPA Ile de la Réunion et Centre Val de Loire a organisé un inter-conseil CRPA le 9 mars 2021. Cette rencontre s'est tenue en visio-conférence et portait sur le thème de l'avancée du logement d'abord (depuis les débuts de sa mise en œuvre et les différences régionales).

## Les plénières en 2021

L'année 2021 n'a pas permis au CRPA Hauts de France d'organiser une plénière avant le mois d'octobre en lien avec les mesures liées à la crise sanitaire.

### EN CHIFFRES



### Les thèmes abordés en 2021

#### L'accompagnement au sein du logement d'Abord

Les personnes ont contribué à l'élaboration de 65 propositions sur l'accompagnement au sein du logement d'abord. Toutes les contributions ont été envoyées aux différents services d'Etat concernés mais aussi auprès des associations.

#### Retour sur les 10 ans du CRPA Hauts-de-France

Le CRPA a décidé d'organiser une rencontre festive à l'occasion de ses 10 ans d'existence. Un théâtre d'intervention a été sollicité afin de retracer les 10 années du CRPA.

### Les élections des délégués 2022



L'année 2021 a également permis d'organiser les élections des délégués CRPA Hauts de France pour 2022. La crise sanitaire n'avait pas permis d'organiser des élections depuis 2019.

A l'issue des votes, cinq nouveaux délégués ont été élus :

#### Titulaires

Angélique PEON  
Nélie BABINGUI MALEKA  
Florian MOUILLARD  
Emmanuel SABZE ZEUPE  
Priscillia DUHAUT

#### Suppléants

Dominique CALONNE  
Jacques MUKANYA

A l'issue des élections, les participants à la plénière ont pu formuler des propositions concernant leurs attentes pour 2022 aux nouveaux délégués.

## Contribution à la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté



Le CRPA Hauts-de-France est représenté au sein du Groupe de Travail 14 de la Stratégie Pauvreté. Un délégué du CRPA HDF est co-animateur du GT14 Participation. Le CRPA s'est mobilisé en 2021 sur différentes représentations et groupes de travail dans ce cadre :

STRATÉGIE NATIONALE  
DE PRÉVENTION ET DE LUTTE  
CONTRE LA PAUVRETÉ

INVESTIR  
DANS LES SOLIDARITÉS  
POUR L'ÉMANCIPATION  
DE TOUS  
#InvestiDansLesSolidarités

### Participation aux contributions du travail sur l'aller-vers en santé

Les groupes de travail « Santé » (GT6) et « Hébergement/Logement » (GT4) de la stratégie pauvreté en Hauts-de-France, ont souhaité se réunir pour travailler sur les questions « d'aller vers » en santé à destination des publics en situation de précarité. Pour cela ils ont sollicité l'appui du CRPA Hauts-de-France et du GT 14 afin de recueillir les propositions des personnes concernées sur la question de l'aller vers en santé.

### Participation à la conférence inversée de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté

Une conférence inversée de la Stratégie de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté des Hauts-de-France a été organisée le 7 décembre 2021 en présence de Monsieur Rodolphe DUMOULIN, commissaire à la Stratégie Pauvreté Hauts-de-France et de Madame Marine JEANTET, déléguée interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté.

Les délégués CRPA ainsi que de nombreuses personnes accueillies et accompagnées ont contribué à l'écriture de fiches d'expériences de participation réussies. Parmi les expériences réussies de participation figurent le CRPA.

### LES REPRÉSENTATIONS 2021

LE CRPA  
EN 2021  
C'EST  
131

représentations dont :

- 38 réunions organisées par les services de l'État ou des départements
- 16 interventions au sein des instituts de formation
- 22 interventions auprès des partenaires
- 16 réunions de préparation
- 17 contributions aux travaux de la FAS
- 24 réunions du CNPA et CRPA

### ET DEMAIN ?

Les nouveaux délégués élus bénéficieront d'une journée d'intégration afin de fixer les objectifs pour 2022 dans le but de maintenir une dynamique mais aussi de poursuivre la prise en compte réelle de la parole de chacun.

## Recueil de pistes de travail autour de l'accès au logement des jeunes sortant de l'ASE

**PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE** Direction régionale de la cohésion sociale

→ N°14 Mars 2021

**zoom SUR**

### L'accès au logement des jeunes issus de l'ASE : Recueil des pistes de travail

Dans le cadre de la stratégie logement d'abord et de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, des études ont été diligentées par la DRJSCS en 2018.

La Fédération des Acteurs de la Solidarité Hauts-de-France, la Fédération des Centres Sociaux Nord-Pas-de-Calais et l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes Hauts-de-France ont travaillé autour d'un recueil de pistes de travail sur l'accès au logement des jeunes, et notamment des jeunes issus de l'ASE. Il porte l'ambition de proposer des solutions concrètes de mises en œuvre pour faciliter leur accès au logement.

De manière à identifier des expériences et des projets innovants en Région, répondant au enjeu de l'accès au logement des jeunes en situation précaire et/ou sortants d'institution, nos réseaux ont développé une méthodologie s'inscrivant à la fois dans les démarches de réflexions partenariales menées dans le cadre du plan quinquennal logement d'abord et de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, tout en se situant dans la continuité des précédents temps organisés.

Les récentes études de l'Insee (décembre 2019) confirment que la Région des Hauts-de-France est la plus jeune des provinces de France. Ce qui pourrait être le creuset d'un dynamisme est malheureusement contrecarré par une forte vulnérabilité. Ces mêmes études précisent que le faible niveau de diplôme des jeunes rend leur insertion professionnelle plus complexe et que le taux de pauvreté des jeunes est important.

- En moyenne, 22% des places d'hébergement sont occupées par des jeunes entre 18 et 25 ans. (Source : observatoire social FAS)
- En décembre 2019, dans la Région des Hauts-de-France, 11,5% des demandes de logement social étaient effectuées par des jeunes de moins de 25 ans. (Source : observation statistique de la demande et des attributions - SARH)
- 43% des 18-24 ans disposant de leur logement mais seulement 17% y résident exclusivement et le financent par eux-mêmes. (Insee, 2016)
- En 2018, pour le département du Nord, 56% du public accueilli au sein des résidences habitier jeune entre 18 et 25 ans. Cette tranche d'âge augmente chaque année (8% entre 2014 et 2018). (Source : observatoire des Résidences Habitier Jeunes)

Cette tendance à la dégradation de l'autonomie n'est pas acceptable. Les conditions d'accès à l'emploi, à la formation, à des ressources sont plus difficiles pour permettre aux jeunes d'envisager d'avoir un chez soi. Favoriser l'insertion durable des jeunes dans un logement est une des priorités définies par les derniers plans de l'Etat (Lutte contre la pauvreté et Logement d'abord). Tous les Services concernés doivent en faire une priorité absolue et travailler ensemble à la construction de réponses permettant de satisfaire aux besoins de logements des jeunes vulnérables, et en particulier les jeunes issus de l'ASE.

→ Cohésion sociale → N°14 Mars 2021

La Direction régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS), anciennement DRJSCS, a publié le recueil de pistes de travail pour favoriser l'accès au logement des jeunes sortant de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) élaboré suite aux études menées en partenariat avec la Fédération des Acteurs de la Solidarité Hauts-de-France, l'Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes (URHAJ) et la Fédération des Centres Sociaux (FCS).

## Travaux autour du contrat d'engagement jeune

En 2021, la Fédération des Acteurs de la Solidarité a continué à se mobiliser, aux côtés de la Fédération nationale, autour de la question de l'accès à un revenu pour les jeunes de moins de 25 ans. Ainsi, elle a participé à la construction du plaidoyer autour d'une « **garantie jeune universelle** » puis du contrat d'engagement jeune avec la prise en compte particulière des jeunes les plus vulnérables. En effet, la Fédération considère la nécessité d'une attention particulière pour les jeunes les plus précaires dont les parcours de vie les ont privé d'emploi, de logement et/ou de soutien familial. L'amélioration des conditions de vie de ces jeunes, et donc de l'accès à un revenu, de ces jeunes doit être une priorité pour les politiques publiques. Afin de poursuivre son engagement, la Fédération a également pris part au groupe de travail relatif à l'hébergement et au logement des jeunes puis au groupe d'appui national jeunes mis en place par le Siège de la FAS.



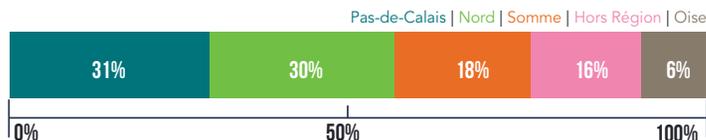
# MIGRANTS

L'année 2021 a été marquée par de nombreux évènements qui ont continué de bouleverser les flux migratoires. Le déracinement, les traumatismes, les conflits armés ont contraint de plus en plus de personnes à s'exiler, souvent au péril de leur vie. **En dépit du contexte sanitaire qui a freiné les déplacements de population, une augmentation significative du nombre de personnes contraintes de quitter leur foyer a été enregistrée en 2021.** Forte de ces constats, la Fédération a continué à s'engager auprès des professionnels et des associations chargés de l'accompagnement de ce public. Elle a également continué à plaider en faveur du respect de leurs droits fondamentaux et de leur dignité.

## L'ANIMATION FÉDÉRALE - LA COMMISSION RÉFUGIÉS/MIGRANTS

Pour l'année 2021, la Commission Réfugiés / Migrants a réuni, à nouveau en distanciel, les adhérents et partenaires de la Fédération. Cet espace leur a permis d'échanger sur les actualités, sujets thématiques nationaux et régionaux. Les professionnels ont été de plus en plus nombreux à se mobiliser pour travailler ensemble sur l'accompagnement des personnes exilées.

3 REUNIONS | 62 PARTICIPANTS CUMULÉS | 46 STRUCTURES



Au cours de l'année, la Fédération a maintenu son travail de veille active sur les sujets et thématiques concernant les personnes en situation de migration ainsi que sa mobilisation pour répondre aux sollicitations de ses adhérents et partenaires.

## Journée mondiale des réfugiés

Comme chaque année depuis 2001, la Fédération se mobilise le 20 juin pour célébrer la journée mondiale des réfugiés. L'année 2021 était une année de célébration particulière puisqu'elle a été l'occasion de commémorer les 70 ans de la Convention de Genève. Ce texte est le pilier du droit d'asile et de la protection internationale. Pour lui rendre hommage, la Fédération a mis en lumière le parcours de quatre personnes ayant été reconnues réfugiées et du chemin qu'elles ont parcouru depuis leur arrivée en France.

## PROFAIR

La Fédération des Acteurs de la Solidarité Hauts-de-France, avec sept autres régions, a été retenue dans le cadre de l'appel à projets national 2021 relatif à l'intégration des étrangers primo-arrivants, dont les bénéficiaires de la protection internationale. Ce projet a pour objectif d'outiller et de renforcer la mobilisation des professionnels chargés de l'accompagnement des personnes en situation de migration et des acteurs de l'emploi, dont les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), dans l'insertion des étrangers primo-arrivants

Dans le cadre du projet, la Fédération a organisé une rencontre régionale qui s'est tenue le mercredi 8 décembre 2021. Cette rencontre a été l'occasion de réunir les acteurs de l'emploi et de l'accompagnement pour favoriser l'interconnaissance entre professionnels. Cela a également permis d'enrichir les travaux de la Fédération sur les besoins des personnes concernées et des professionnels autour de la question de l'accompagnement vers l'insertion professionnelle.

72 PARTICIPANTS | 43 STRUCTURES REPRÉSENTÉES



Au début de l'année 2022, la Fédération va publier le guide **Accompagnement du parcours professionnel des primo-arrivants et bénéficiaires d'une protection internationale dans les Hauts-de-France**. Un guide pratique qui recense les dispositifs proposés aux bénéficiaires de la protection internationale pour favoriser leur intégration et leur insertion professionnelle.

## ET DEMAIN ?

Une mise à jour du guide, en lien avec les partenaires régionaux, sera publiée au cours de l'année 2022.

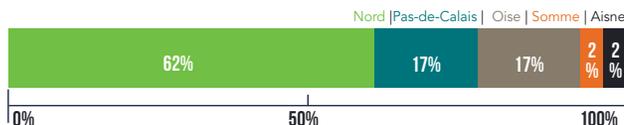
## Formation «Fondamentaux du droit des étrangers»

À la suite des 3 sessions de formation « Les fondamentaux du droit des étrangers » organisées en 2019 et 2020 pour les adhérents UNIFAF, l'action a été reconduite pour l'année 2021.

Les objectifs de la formation :

- Améliorer les connaissances des stagiaires au sujet des différentes catégories de personnes pouvant bénéficier d'un titre de séjour (conditions à remplir et procédures d'octroi)
- Améliorer les connaissances des stagiaires sur les modalités de recours et les réflexes à avoir dans le cas où une décision de l'administration irait à l'encontre du projet de la personne
- Outiller les pratiques des professionnels dans le travail en partenariat avec des interprètes ou des structures relais du territoire

3 SESSIONS | 42 STAGIAIRES | 27 STRUCTURES DIFFÉRENTES



86%  
de satisfaction



81%



19%

## ET DEMAIN ?

La Fédération proposera aux adhérents qui le souhaitent de déployer une formation « Fondamentaux du droit des étrangers » adaptée aux besoins de leurs équipes. Elle va notamment déployer une formation en mars 2022 pour l'ALEFPA.

## FORMATION

La Fédération, en qualité d'organisme de formation, propose des sessions de formation sur les thématiques propres au champ d'activités des acteurs qu'elle accompagne. Elle est en capacité de proposer aux adhérents qui le souhaitent des formations sur-mesure qui répondent à leurs besoins spécifiques.



Après avoir obtenu la certification Qualiopi au début de l'année 2021, la Fédération veille à proposer des formations de qualité répondant aux besoins des adhérents et qui soient conformes au référentiel Qualiopi.

En 2021, la Fédération des Acteurs de la Solidarité a organisé plusieurs formations :

**Se préparer à la négociation des nouveaux contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens**

**4 demi-journées**  
Janvier 2021

**Fondamentaux du droit des étrangers**

**3 sessions de 2 journées**  
De mai à juin 2021

**Logement d'Abord**

**3 journées**  
Septembre et Novembre 2021

### EN CHIFFRES

5 SESSIONS | 84 STAGIAIRES | 37 STRUCTURES DIFFÉRENTES



**88%**  
de satisfaction

### Des interventions de plus en plus nombreuses

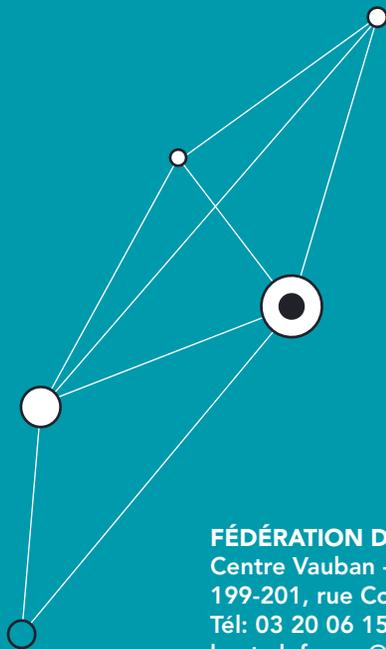
Avec l'appui d'experts, qui sont administrateurs ou salariés de la Fédération, elle a continué à répondre aux sollicitations des centres de formation et des institutions pour proposer une analyse fine des enjeux de notre secteur à des étudiants et/ou des professionnels.

Sollicitations	Partenaires
Interventions dans le cadre du « <b>Module exclusion</b> » pour les étudiants des formations Éducateurs Spécialisés et Assistants Sociaux	IRTS
Cycle d'informations « <b>Logement d'Abord</b> » pour les professionnels investis dans le champ du logement	Département du Pas-de-Calais

### ET DEMAIN ?

La Fédération va recueillir les besoins de formation des adhérents pour répondre de manière précise à leurs besoins internes. Vous souhaitez mettre en place une formation ? N'hésitez pas à nous contacter !

De plus, durant le second semestre 2022, la FAS réalisera son audit de surveillance pour confirmer la délivrance de la certification.



## FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ HAUTS-DE-FRANCE

Centre Vauban - Bâtiment Lille - 2ème étage

199-201, rue Colbert - 59000 Lille

Tél: 03 20 06 15 06

[hautsdefrance@federationsolidarite.org](mailto:hautsdefrance@federationsolidarite.org)

<https://www.federationsolidarite.org/hauts-de-france>



Financé par

